LA MONDIALISATION

SOPHIA 2016

Forum des 100 L'HEBDO
M.I.S TREND www.mistrend.ch

ENQUÊTE RÉALISÉE AUPRÈS DE **380 LEADERS D'OPINION** ET DE **1290 PERSONNES REPRÉSENTATIVES**

TABLE DES MATIERES

FICHE TECHNIQUE

INTRODUCTION

CHAPITRE 1
LA MONDIALISATION: QUEL AVENIR ET QUELS BIENFAITS DANS LE MONDE ET EN SUISSE ?

CHAPITRE 2
LES FRONTIÈRES ET LES MIGRATIONS

CHAPITRE 3
L'ÉCONOMIE ET LES ENTREPRISES MULTINATIONALES

CHAPITRE 4
LA SUISSE ET L'UNION EUROPEENNE

Forum des 100 L'HEBDO
M.I.S TREND www.mistrend.ch

FICHE TECHNIQUE DE L'ÉTUDE

L'étude SOPHIA 2016 initiée et menée par M.I.S Trend, Institut de recherches économiques et sociales (Lausanne et Berne), s'adresse chaque année à deux cibles distinctes.

D'une part le grand public à raison de 538 Romands, 549 Alémaniques et 203 Tessinois représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus. Cette disproportion permet de minimiser la marge d'erreur sur chaque région (± 4,3% pour la Romandie et la Suisse alémanique et ± 7,0% pour le Tessin). Une pondération mathématique permet de retrouver ensuite le poids démographique réel des trois régions dans les résultats totaux. Ces 1290 personnes ont été interrogées au moyen d'un questionnaire auto-administré en ligne du 22 mars au 4 avril. La marge d'erreur maximale sur cet échantillon est de ± 2,8%.

SOPHIA consulte en outre 380 leaders d'opinion qui développent leur activité en Suisse. Ils sont détectés en raison de leur réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse, des messages qu'ils diffusent et de la place qu'ils prennent dans la vie publique suisse. Par souci de représentativité, ils appartiennent au monde de l'économie, de l'administration, de la science et de l'éducation, de la culture et de la politique. Ils sont Latins ou Alémaniques, un tiers a un rayon d'action international et exerce un mandat politique au niveau communal, cantonal ou fédéral. Ils ont été consultés durant le mois de mars à l'aide d'un questionnaire auto-administré postal. La marge d'erreur maximale sur cet échantillon est de ± 5,1%.

EN 2016, L'ÉTUDE SOPHIA S'EST À NOUVEAU PENCHÉE SUR LE PHÉNOMÈNE DE LA MONDIALISATION QU'ELLE AVAIT DÉJÀ TRAITÉ EN 1999. LES RÉSULTATS MONTRENT UNE ACCEPTATION PLUS GRANDE MAIS UN CERTAIN DÉSENCHANTEMENT. QUANT AUX CRISES QUE TRAVERSE LE MONDE DEPUIS PLUSIEURS MOIS, ELLES SONT PARVENUES À DÉSTABILISER LES SUISSES, GÉNÉRALEMENT PLUS OPTIMISTES QU'ILS NE SE RÉVÈLENT EN 2016.

Sophia 2016 enregistre quelques signes d'inquiétude chez les leaders et dans la population, contrairement aux précédentes éditions, toutes plus sereines les unes que les autres. En pleine crise, Sophia 2010 montrait que les Suisses se sentaient épargnés, même si les opinions étaient sévères vis-à-vis des agissements de la finance suisse et internationale. L'an dernier, les jeunes, spécialement interrogés, affichaient leur conviction que la Suisse tirait très bien son épingle du jeu et qu'elle devait continuer d'assumer sa prospérité et ses valeurs, hors de l'Union européenne mais en pleine ouverture au monde. Cette année, en revanche, il semble que l'enthousiasme décroît.

C'est avec résignation que les Suisses admettent que la mondialisation perdurera, alors même qu'elle est porteuse, à leur avis, de maigres bienfaits et de lourdes conséquences sur le plan mondial. Bien sûr, ses effets sur la Suisse ont été bénéfiques sur le plan économique, mais assez pervers sur le plan institutionnel. Alors que les frontières revêtent du sens pour les personnes interrogées, la mondialisation pourrait les faire disparaître, ce qui ne les enchante guère.

Sur le plan économique, les attentes vis-à-vis des entreprises internationales installées en Suisse sont relativement insatisfaites: ces grandes structures pourraient mieux remplir leur responsabilité sociale, y compris en intervenant plus dans le débat politique intérieur. Quant à la situation économique, elle suscite désormais des inquiétudes dans la population, qui touchent à des délocalisations possibles ainsi qu'à la compétitivité, au pouvoir d'achat et aux retraites. La libre circulation est désormais un principe acquis, mais il faudrait pouvoir l'assortir de restrictions car, dans l'opinion des Suisses, le phénomène migratoire ne devrait pas tarir prochainement.

Concernant la politique européenne de la Suisse, l'idée domine que les accords bilatéraux, mis en danger par le vote du 9 février 2014, doivent être sauvés, d'autant que l'idée d'une adhésion à l'UE reste étrangère à la population comme aux leaders, sauf ceux de gauche. Même si l'image internationale de la Suisse est bonne et le restera, ses institutions pourraient souffrir estime la population, qui commence à manifester ses inquiétudes quant à l'avenir, de même que les leaders, mais dans une moindre mesure. L'étude montre donc une Suisse un peu chahutée par les évènements récents qui ont secoué le monde et par sa position compliquée au sein de l'Europe mais hors de l'Union européenne qu'elle ne désire pas rejoindre.

L'institut MIS Trend tient ici à remercier chaleureusement tous les leaders qui lui répondent fidèlement ainsi que la population qui reste intéressée par ses sondages. Ensemble, ils offrent un éclairage passionnant sur les courants de pensée en Suisse.

Mathias Humery & Marie-Hélène Miauton
Chercheurs chez M.I.S Trend
Institut de recherches économiques et sociales

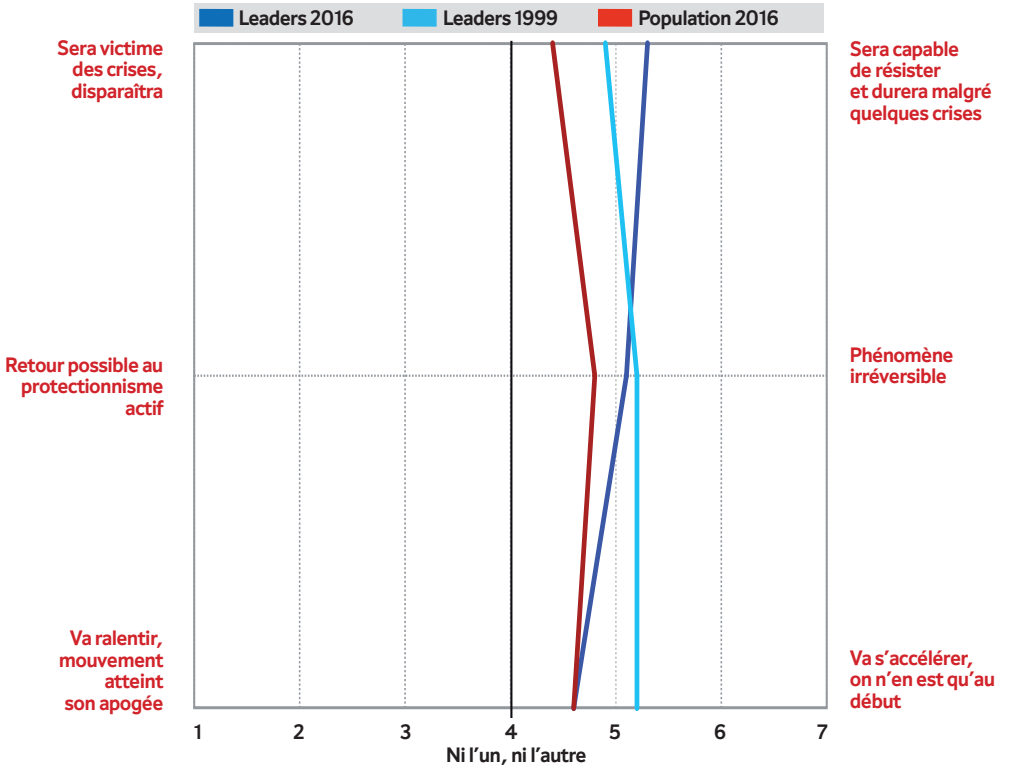
Forum des 100 L'HEBDO
M.I.S TREND www.mistrend.ch

CHAPITRE 1

LA MONDIALISATION: QUEL AVENIR ET QUELS BIENFAITS DANS LE MONDE ET EN SUISSE

La plupart des questions de ce chapitre ont déjà été posées en 1999, et certaines aussi en 2008. L'évolution des opinions à travers le temps est donc particulièrement intéressante. Elle montre que le phénomène est désormais bien installé et envisagé comme durable, même si les bienfaits qu'il apporte semblent discutables.

Comment pensez-vous que la mondialisation va évoluer d'ici 2020-2025 ? Notez la tendance qui vous semble la plus probable.



Les leaders et la population ont entamé le sondage avec une question générale sur l'avenir de la mondialisation. Il semble avéré désormais que la mondialisation est un phénomène irréversible qui sera capable de résister aux crises. C'est ce que disent les leaders avec plus de conviction encore qu'en 1999, preuve s'il en est que, depuis dix-sept ans, la mondialisation a démontré sa capacité de résilience. La population est en retrait sur cette opinion, sans doute parce qu'elle la craint plus que les leaders, comme nous le verrons au cours de cette analyse.

Le phénomène de mondialisation pourrait encore s'accélérer, estiment les leaders. S'ils en sont moins convaincus qu'en 1999, c'est parce que le temps a déjà fait son œuvre et que le rythme de la progression diminue. La population penche, tout comme les leaders, vers une faible accélération.

A noter que ces perspectives ne sont infirmées par aucun sous-groupe, ni dans le grand public ni chez les responsables, mais que la Gauche, les femmes et les Alémaniques en sont plus convaincus encore que les autres.

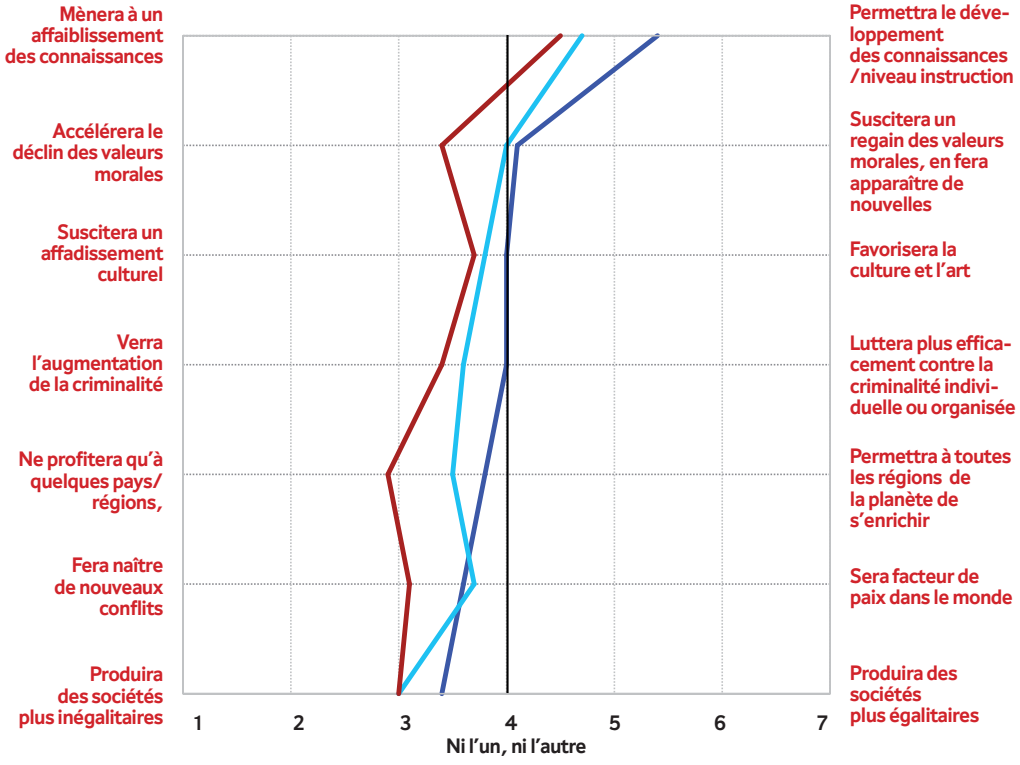
« Il faut un pouvoir supranational non pas pour contrebalancer les économies, mais pour régler les grands problèmes de l'humanité (climat, agriculture, famine, migrations). »

PAROLE DE LEADER

« La mondialisation comprend des phénomènes assez divers et le bilan varie pour chaque pays. La Suisse s'en tire bien mais le bilan général, en termes d'environnement et d'inégalités, est négatif. »

PAROLE DE LEADER

Quels bienfaits apportera la mondialisation d'ici 2020-2025?

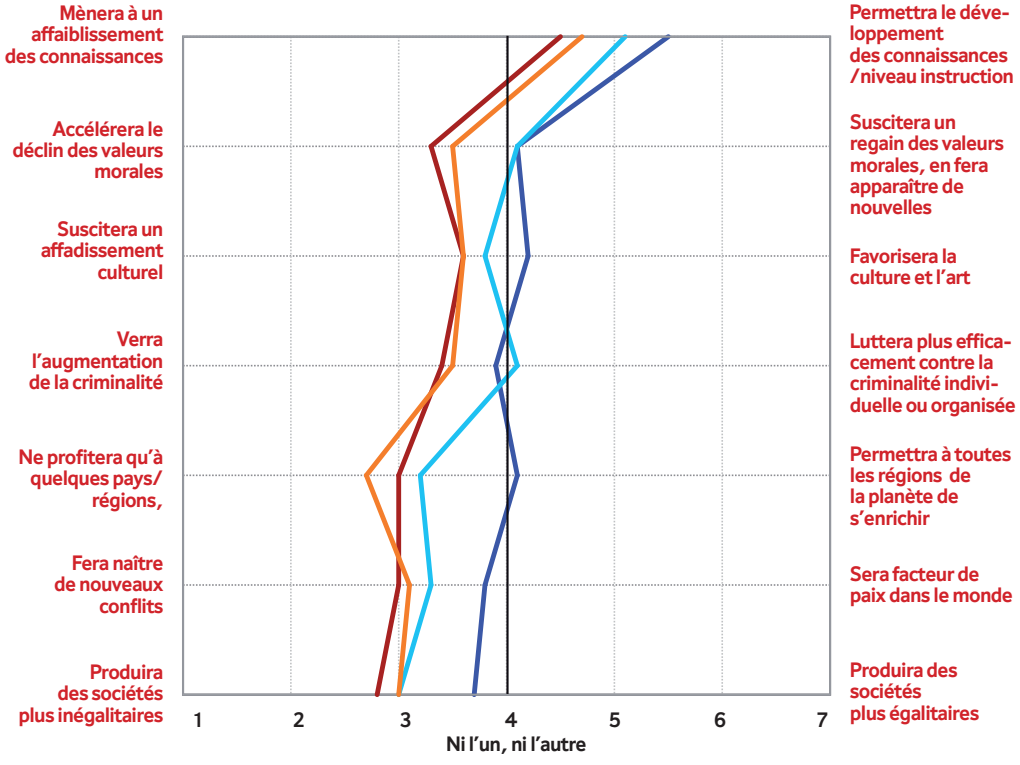


Sur les sept bienfaits proposés que la mondialisation serait susceptible d'apporter, un seul lui est reconnu: elle permettra le développement des connaissances et de l'éducation. A ce niveau, la population et les leaders sont d'accord, et ces derniers ont même évolué vers un jugement encore plus favorable depuis 1999.

Pour les leaders, la mondialisation restera sans effets sur les valeurs morales, sur la culture et sur la criminalité, et ils se montrent constants dans les différents sous-groupes à ce sujet. La population est bien en retrait de cet enthousiasme et, à l'inverse, elle pense majoritairement que la mondialisation amènera un affadissement culturel, une augmentation de la criminalité et, surtout, un déclin des valeurs morales.

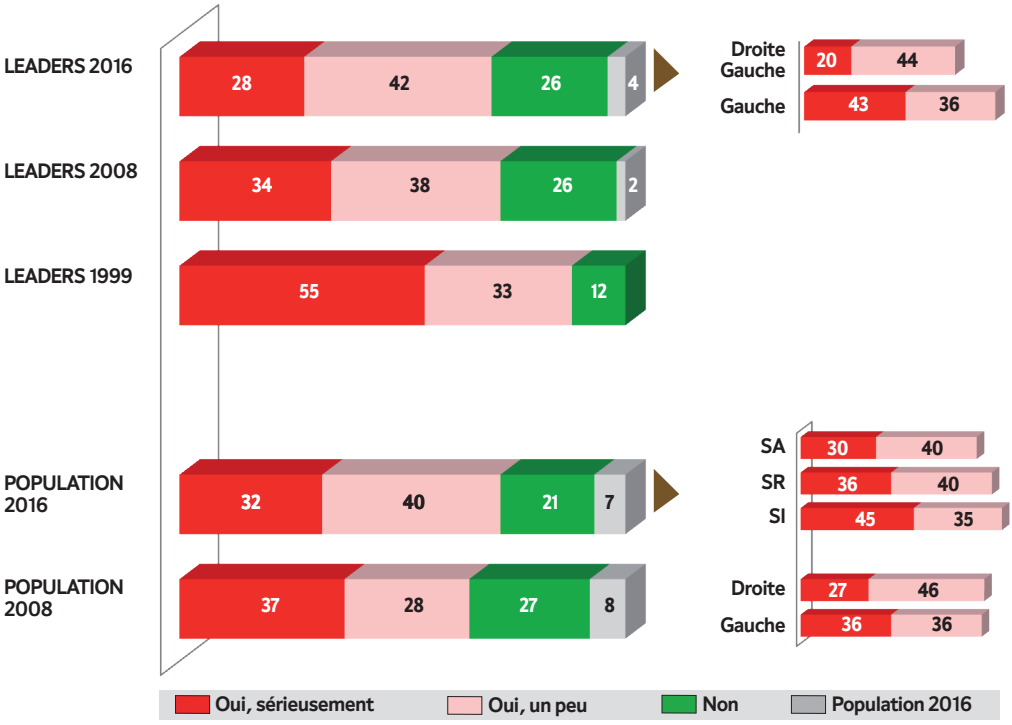
Enfin, la population et les leaders pensent que la mondialisation produira des sociétés plus inégalitaires et ne profitera qu'à quelques régions, les autres s'appauvrissant. Par ailleurs, elle fera naître de nouveaux conflits. Les leaders, déjà interrogés en 1999, sont toutefois moins sévères qu'il y a dix-sept ans sur ces trois sujets. En outre, ceux de droite sont nettement plus confiants alors que, dans la population, la tendance politique est presque sans effet sur ces opinions.

- Leader 2016
- Leader 1999
- Population 2016



- Leaders Droite/Centre
- Leaders Gauche
- Population Droite/Centre
- Population Gauche

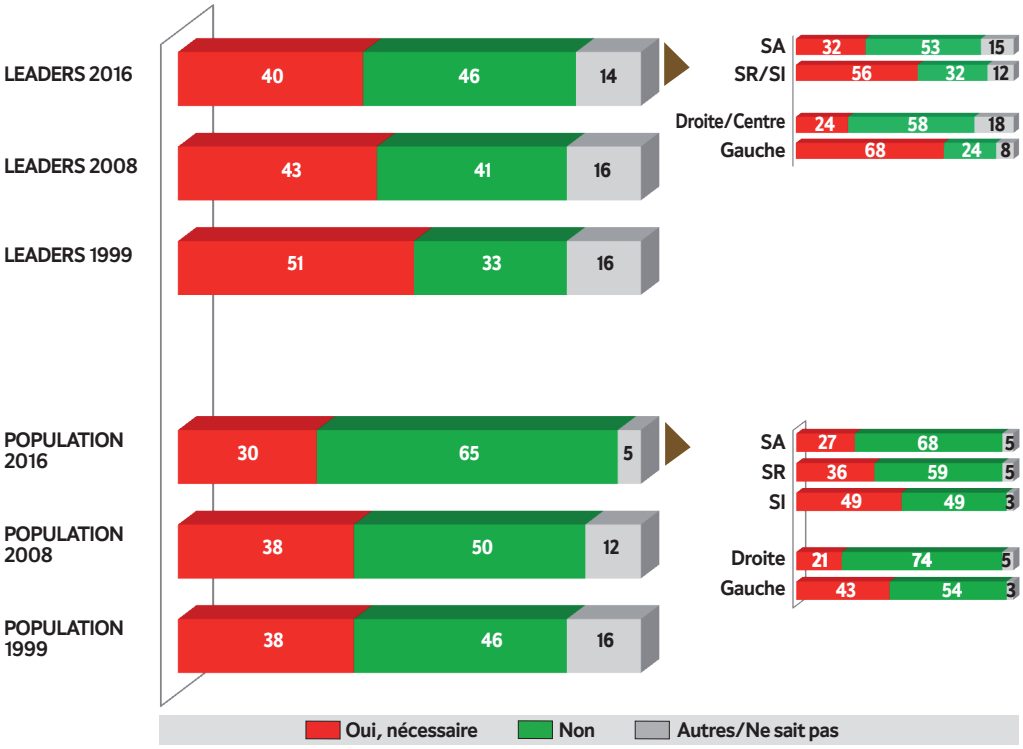
A votre avis, le pouvoir économique résultant de la globalisation porte-t-il atteinte aux pouvoirs politiques nationaux?



Depuis longtemps, on entend dire que le pouvoir économique porte ombrage au pouvoir politique, et que ce phénomène se serait accéléré au gré de la globalisation des marchés. Il est donc intéressant de constater que les opinions ont régressé à ce sujet. Les leaders, bien informés puisqu'ils appartiennent pour beaucoup aux deux mondes concernés, passent de 55% d'acquiescement total à cette idée en 1999, à 34% en 2008 et 28% seulement en 2016. Bien sûr, une atteinte existe, disent-ils, mais elle n'est pas très marquée. Toutefois, les opinions divergent fortement selon que l'on appartient à la Droite ou à la Gauche, nettement plus soucieuse de ce phénomène.

Dans la population, les opinions sont restées plus stables en dix-sept ans. Là encore, la Gauche est un peu plus sévère, mais ce sont surtout les Latins qui envisagent une atteinte de l'économie sur le politique, ce que les Alémaniques ne craignent pas.

Est-il nécessaire de concevoir un pouvoir politique supranational face au pouvoir de l'économie ou chaque pouvoir national est / sera-t-il capable de faire contrepoids à la puissance de l'économie?



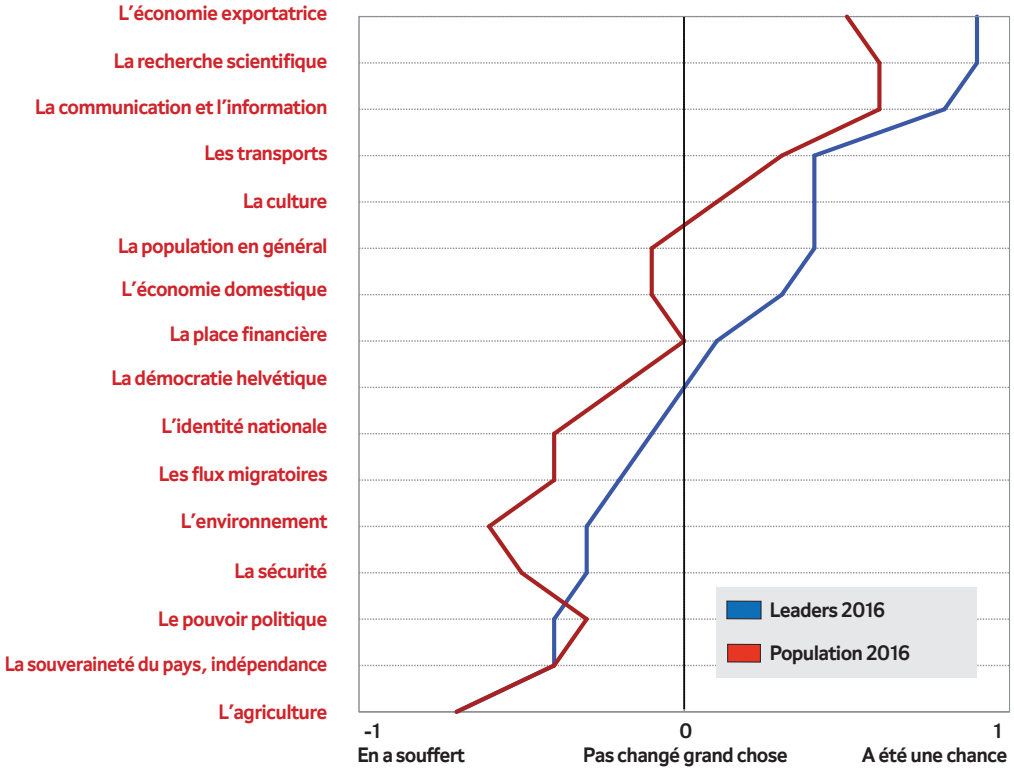
En bonne logique avec les résultats précédents, on voit fondre les tenants d'un pouvoir politique supranational. Chez les leaders, les scores en sa faveur passent de 51% à 40% en dix-sept ans, alors que la population évolue de 38% à 30% dans le même temps. Sans doute les opinions très négatives qu'enregistrent les sondages sur la crédibilité des institutions internationales expliquent-elles ce retrait.

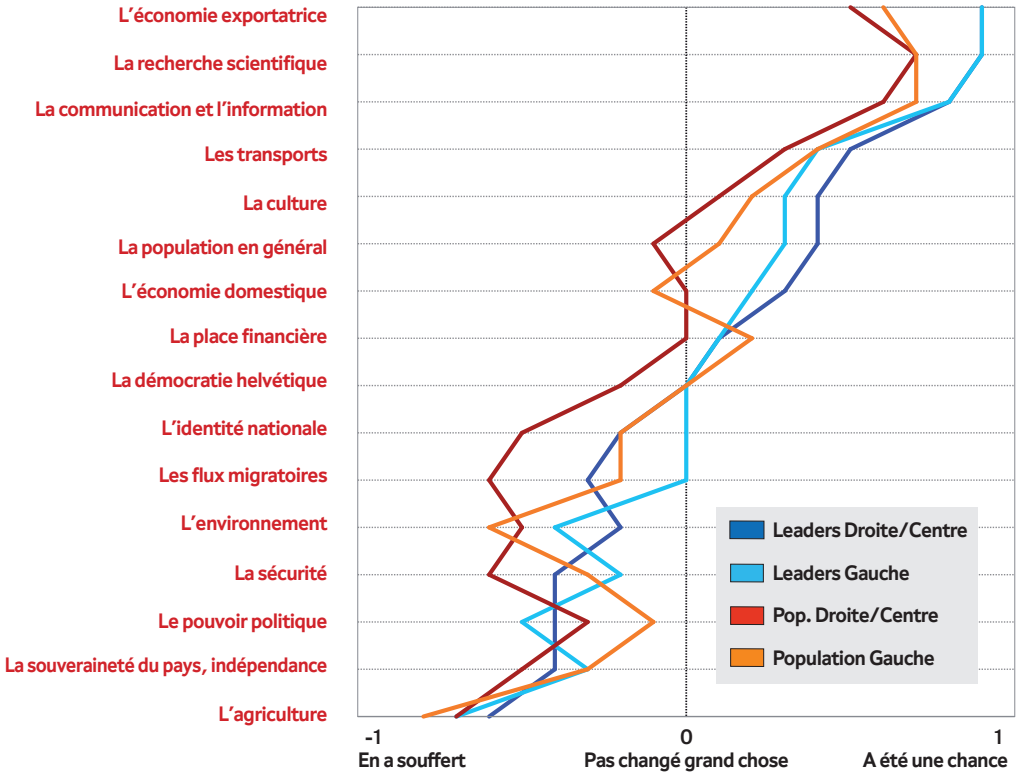
Là encore, la Gauche et les Latins divergent au point que les majorités s'inversent en faveur ou en défaveur d'un pouvoir supranational ou de la capacité des Etats à faire naturellement contrepoids à l'économie.

Il est intéressant de relever qu'ici, les leaders évoluent dans le sens de la population et non le contraire.

Forum des 100 L'HEBDO
M.I.S TREND www.mistrend.ch

Depuis les années 90 où elle a démarré, soit depuis 25 ans environ, considérez-vous que la mondialisation a été une chance pour la Suisse, qu'elle en a souffert ou que cela n'a pas changé grand-chose concernant ...





Seize domaines ont été proposés et, pour tous ou presque, les leaders sont nettement plus favorables que la population qui s'avère souvent très pessimiste. Les résultats peuvent être organisés en trois groupes :

- Un groupe de domaines pour lesquels les leaders et la population estiment que la mondialisation a été favorable à la Suisse. Selon eux, elle a principalement servi l'économie exportatrice, la recherche scientifique, la communication, les transports et, enfin, la culture.

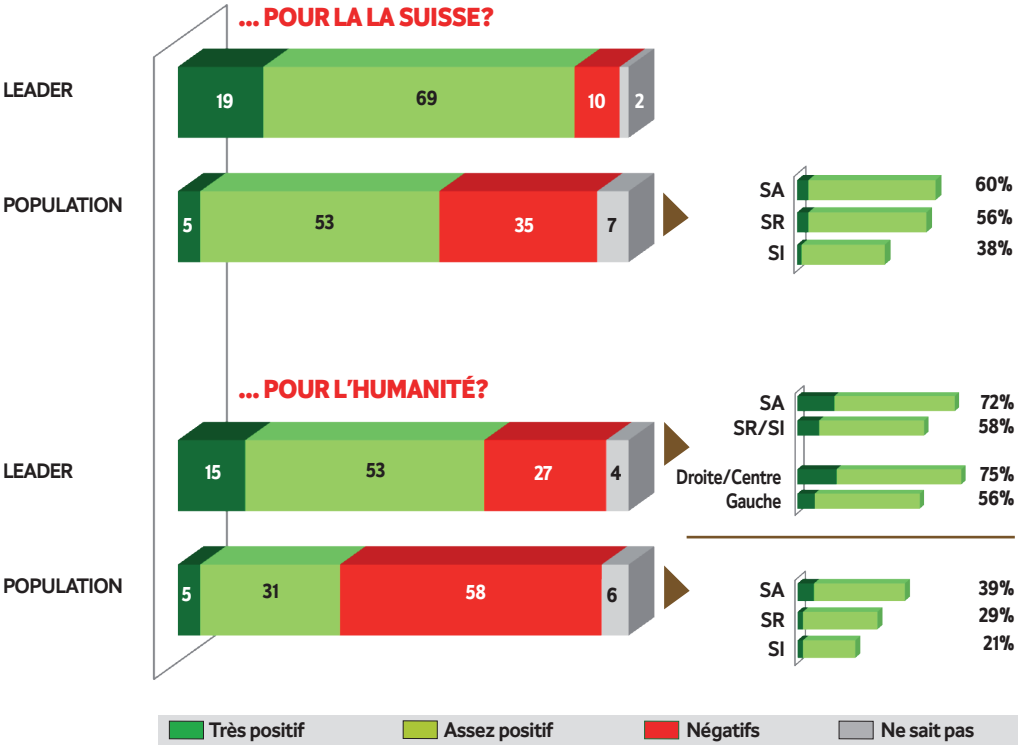
- Un groupe de domaines pour lesquels les leaders estiment que la mondialisation a été une chance alors que le grand public y a vu un handicap : selon lui, l'économie domestique, la place financière et la population suisse ont souffert de la mondialisation alors que les leaders pensent qu'elle a été une chance dans ces domaines.

- Un groupe de domaines pour lesquels les leaders tout comme la population jugent que la mondialisation a été négative : il s'agit de l'agriculture, de la souveraineté, du pouvoir politique, de la sécurité, de l'environnement, des flux migratoires et de l'identité nationale. On retrouve ici des problématiques essentiellement politiques.

Chez les leaders, la Gauche est légèrement en retrait de la Droite en ce qui concerne les effets économiques de la mondialisation mais se montre au contraire moins sévère sur la question migratoire, l'identité nationale et la souveraineté. Toutefois, il n'y a pas entre eux de réel fossé. Dans la population, les opinions s'écartent davantage et la Gauche considère que la mondialisation a été une chance pour la Suisse dans bien des domaines, comme la place financière, la démocratie, l'identité, la sécurité ou les flux migratoires, là où la Droite voit, au contraire, un effet pervers de la mondialisation.

En 1999, les leaders avaient dû anticiper l'avenir et dire ce que la mondialisation apporterait à la Suisse dans les années à venir. En 2016, ils ont plutôt jugé ce qu'elle avait effectivement apporté depuis le début du mouvement dans les années 90. La comparaison est intéressante: elle montre que leurs craintes d'antan étaient exagérées puisque les conséquences de la mondialisation se sont avérées plus favorable qu'espéré dans bien des domaines.

Tout bien considéré et de façon générale, diriez-vous que la mondialisation a eu des effets plutôt positifs ou plutôt négatifs...



En parfaite adéquation avec ce qu'ils viennent d'exprimer, les leaders considèrent que la mondialisation est très positive ou assez positive pour la Suisse (88%) alors qu'elle l'est un peu moins à l'échelle de l'humanité (68%). Pour la population, la différence va dans le même sens, mais les opinions sont plus tranchées avec 58% de jugements positifs pour la Suisse et 36% seulement pour l'humanité. Le Tessin est très en retrait de ces jugements avec 38% et 21% de jugements positifs seulement !

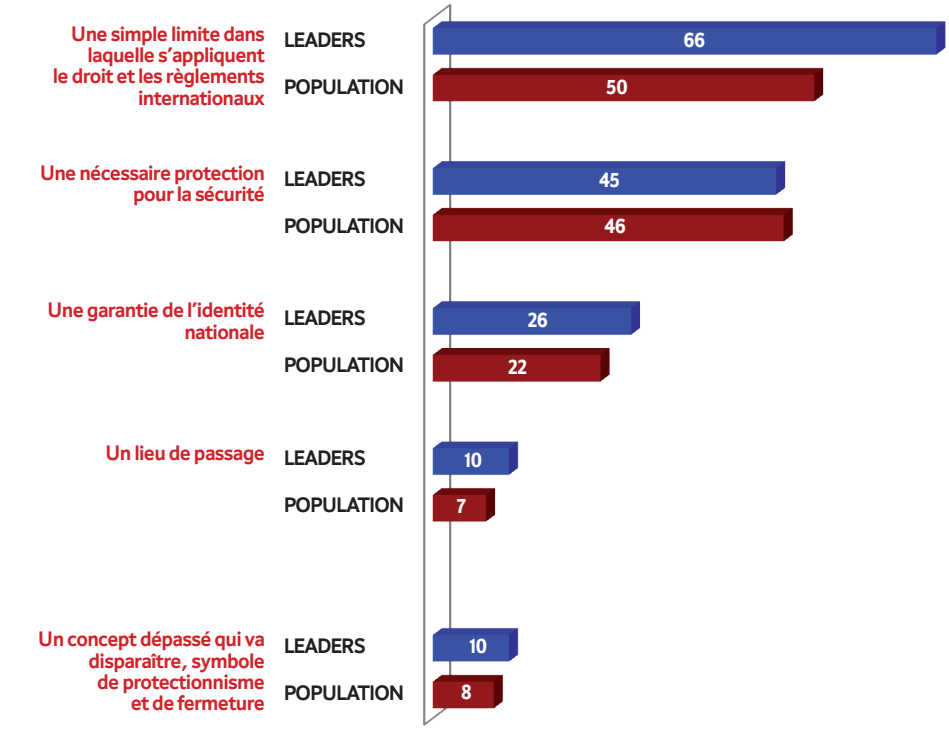
CONCLUSION CHAPITRE 1

En résumé de ce chapitre, on peut dire que c'est avec résignation que les Suisses ont appris à vivre avec une mondialisation qui perdurera, alors même qu'elle est porteuse de maigres bienfaits et de lourdes conséquences sur le plan mondial. L'ambiance change dès lors qu'il s'agit de juger les effets de la mondialisation sur la Suisse qui a bénéficié autant que souffert du phénomène, selon les domaines considérés, pour un bilan majoritairement jugé satisfaisant, aussi bien par les leaders que par la population.

CHAPITRE 2
LES FRONTIÈRES ET LES MIGRATIONS

Grande nouvelle : les frontières ne sont pas un simple lieu de passage. Elles ont un autre sens: juridictionnel, sécuritaire ou identitaire. Il faudra donc compter avec, même si la mondialisation pourrait avoir pour effet d'en amoindrir la signification, voire de les supprimer.

Pour vous, quel est le sens prioritaire qu'il faut donner à la notion de frontière. Est-ce plutôt... (deux réponses possibles)



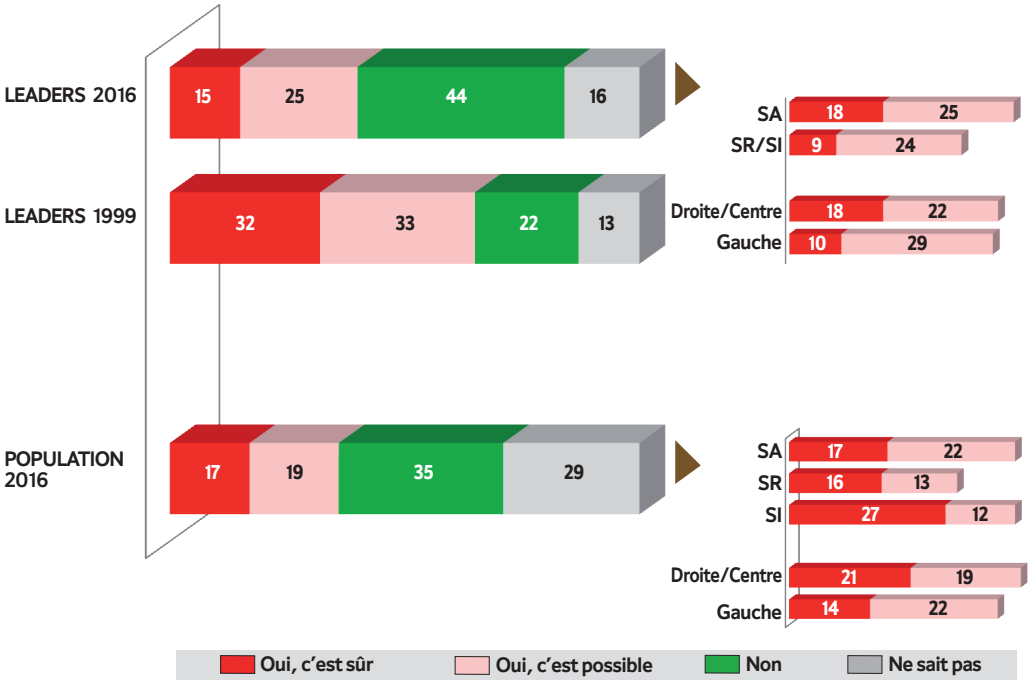
Même s'il y a des nuances dans leurs réponses, les leaders et la population sont d'accord pour dire que les frontières ne sont pas un concept dépassé et qu'elles ne vont pas disparaître. De même, ils ne les envisagent pas comme un simple lieu de passage sans signification particulière. Au contraire, ils en affirment le sens qui se partage essentiellement en une limite où s'appliquent le droit national et une protection pour la sécurité. Les leaders penchent plutôt pour l'aspect purement juridique alors que la population accorde un poids presque équivalent à l'enveloppe sécuritaire.

Environ un quart des deux échantillons insiste encore sur la garantie que représentent les frontières pour sauvegarder l'identité nationale. Ainsi, les frontières seraient à la fois une limite juridictionnelle, une garantie de sécurité et, dans une moindre mesure, une délimitation identitaire. Inutile donc d'envisager de s'en défaire à court terme !

Mais ces opinions sont variables selon le groupe auquel on appartient. Dans la population, la protection sécuritaire est très marquée chez les Latins (60% contre 41% chez les Alémaniques). De même, c'est à droite (65%) et au centre (59%) que cette fonction est la plus marquée au détriment de l'enveloppe juridictionnelle qui l'emporte à gauche (66%). L'aspect identitaire est plus marqué chez les hommes, chez les Latins et à droite.

Chez les leaders, on retrouve ces mêmes clivages.

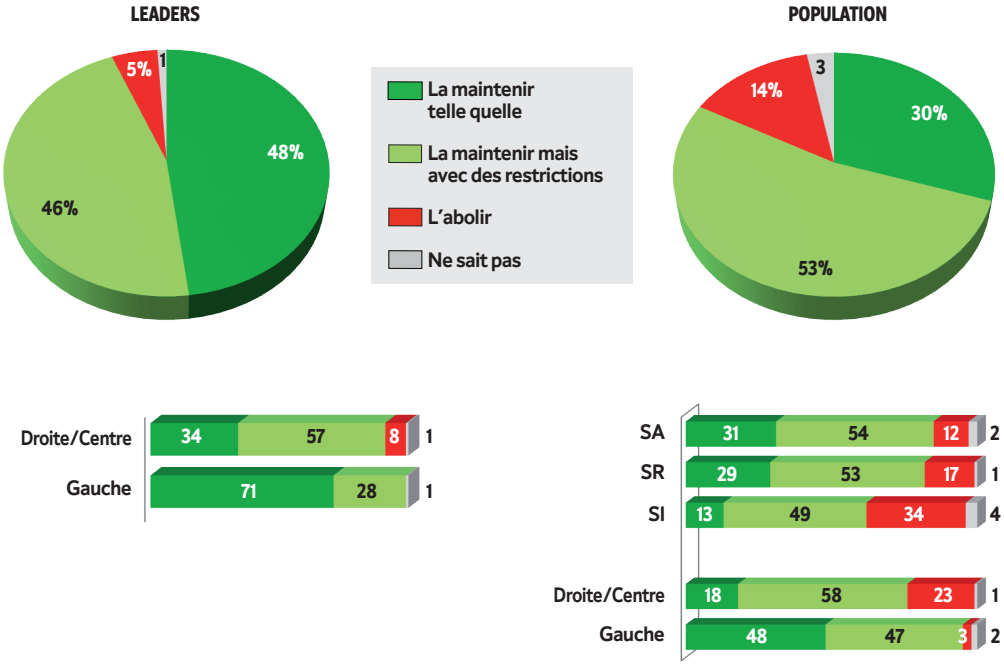
La mondialisation mènera-t-elle à la disparition des frontières?



Contrairement à ce qu'ils en croyaient en 1999, les leaders ne sont plus que 40% à penser que la mondialisation mènera à la disparition des frontières, contre 65% il y a dix-sept ans. Et encore, 15% seulement en sont sûrs ! Quand elle s'exprime, la population est plus soucieuse que cela arrive, mais 29% sont incapables de se déterminer. Ces réponses sont à prendre au sérieux dans la mesure où les répondants semblent accorder du sens aux frontières et qu'ils ne souhaitent sans doute donc pas les voir disparaître.

Forum des 100 L'HEBDO
M.I.S TREND www.mistrend.ch

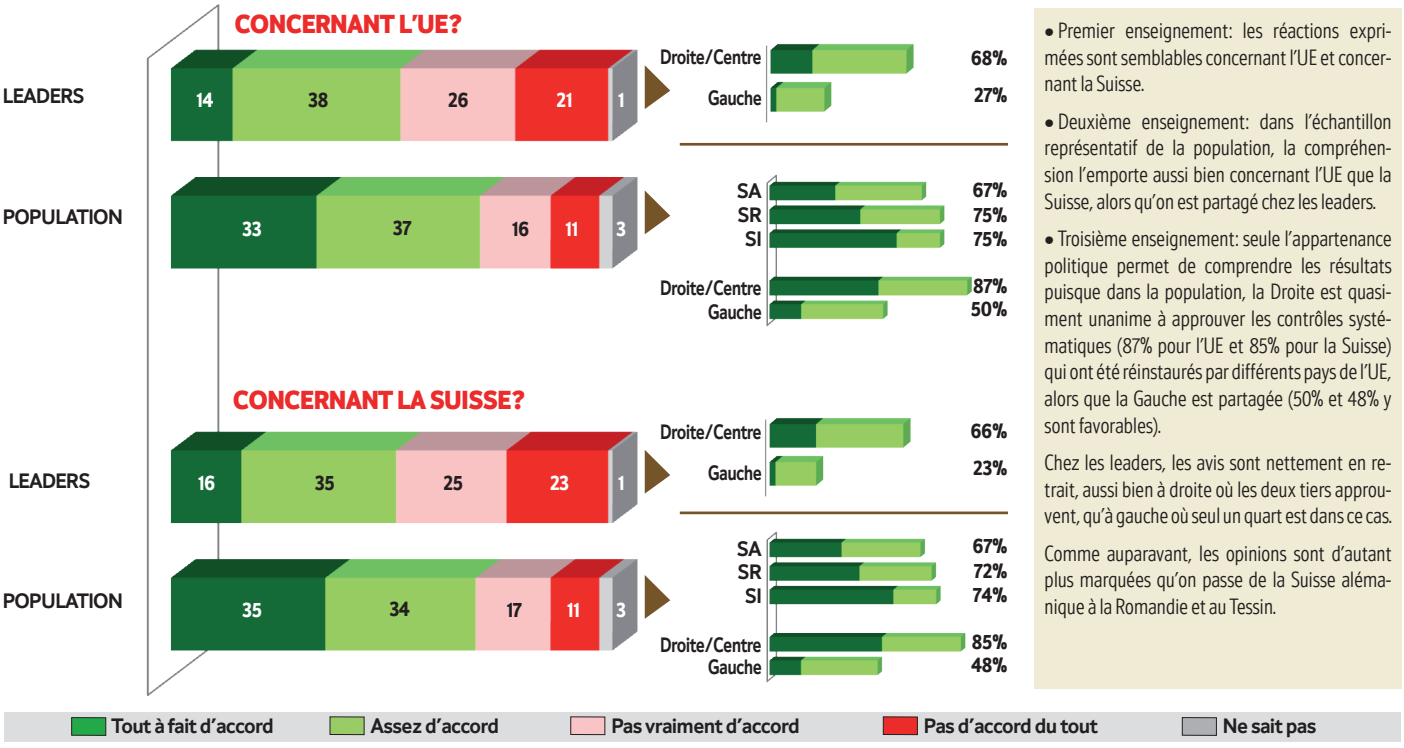
La libre circulation des personnes au sein de l'Europe doit-elle être maintenue telle quelle, maintenue mais avec des restrictions ciblées ou abolie ?



Les tenants d'une abolition de la libre circulation des personnes au sein de l'UE (et donc en Suisse puisqu'elle l'a entérinée par ses accords bilatéraux) constituent une extrême minorité : 5% chez les leaders et 14% dans la population. Chez les Tessinois, un tiers le pensent cependant. D'autre part, les autres se partagent en deux camps : ceux qui n'y veulent rien changer et ceux qui pensent qu'elle doit être accompagnée de restrictions. Chez les leaders, ces deux opinions sont d'un poids équivalent alors que, dans la population, une majorité de 53% désire des aménagements contre 30% seulement qui se satisferaient du statu quo.

Mais les appartenances politiques conditionnent ces résultats puisque 57% de la population de droite souhaitent des restrictions, de même que 58% chez les leaders de droite. A gauche, il en va tout autrement. Dans la population de gauche, les avis sont exactement partagés et chez les leaders de gauche, 71% entendent maintenir le statu quo contre 28% qui souhaitent voir apporter des aménagements au principe de la libre circulation des personnes.

Actuellement, de nombreux pays ont restauré les contrôles systématiques aux frontières soit pour des raisons de sécurité comme la France, soit pour répondre à la pression migratoire. Etes-vous plutôt d'accord ou pas d'accord avec cette pratique ?



• Premier enseignement: les réactions exprimées sont semblables concernant l'UE et concernant la Suisse.

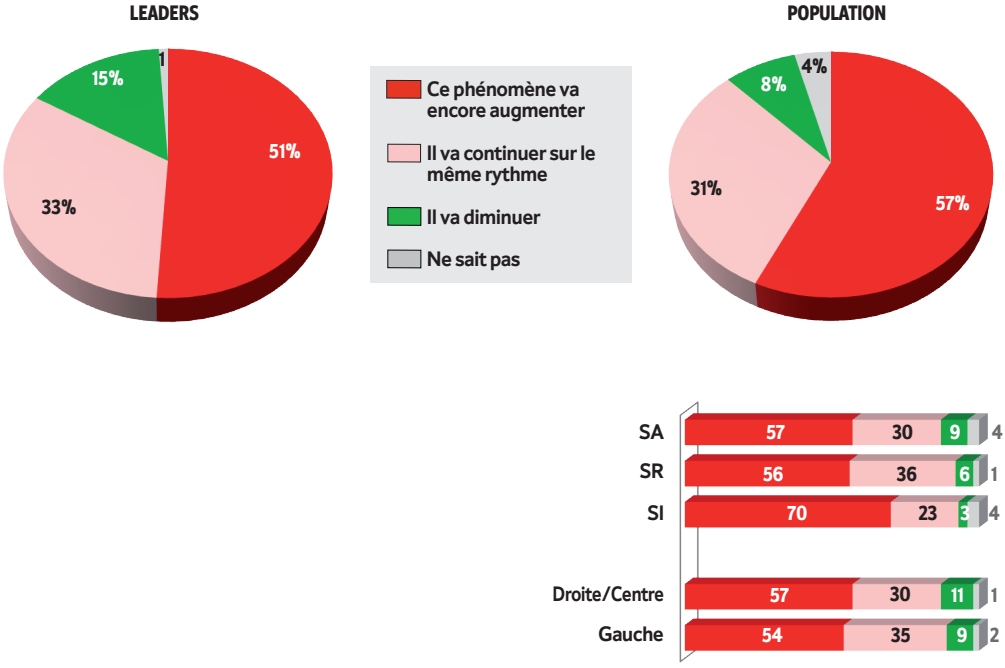
• Deuxième enseignement: dans l'échantillon représentatif de la population, la compréhension l'emporte aussi bien concernant l'UE que la Suisse, alors qu'on est partagé chez les leaders.

• Troisième enseignement: seule l'appartenance politique permet de comprendre les résultats puisque dans la population, la Droite est quasiment unanime à approuver les contrôles systématiques (87% pour l'UE et 85% pour la Suisse) qui ont été réinstaurés par différents pays de l'UE, alors que la Gauche est partagée (50% et 48% y sont favorables).

Chez les leaders, les avis sont nettement en retrait, aussi bien à droite où les deux tiers approuvent, qu'à gauche où seul un quart est dans ce cas.

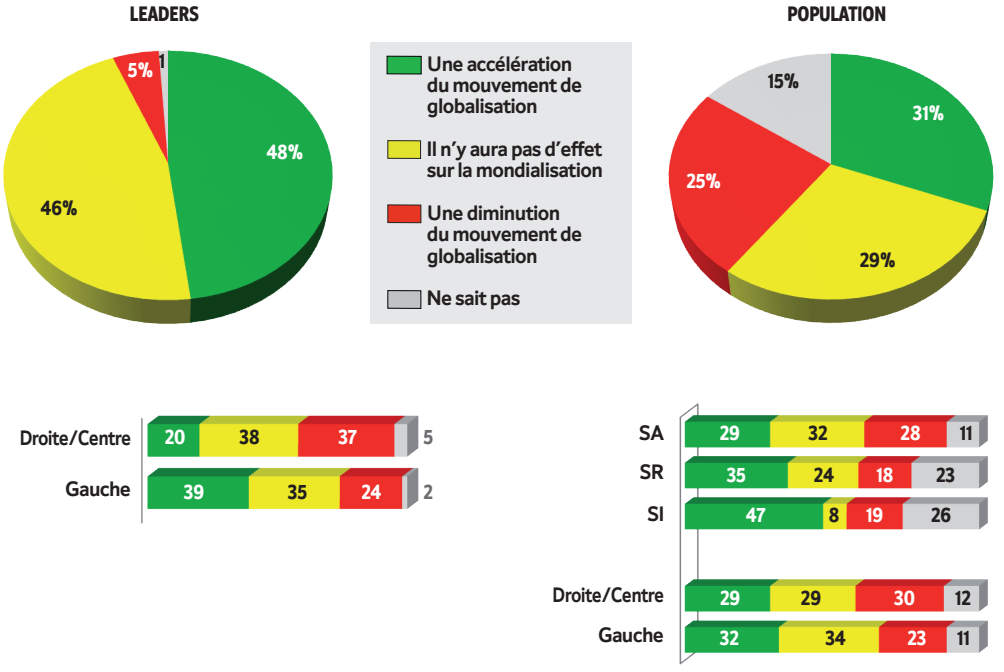
Comme auparavant, les opinions sont d'autant plus marquées qu'on passe de la Suisse alémanique à la Romandie et au Tessin.

L'Europe connaît depuis plusieurs mois un important afflux de migrants, certains chassés de chez eux par les guerres, d'autres pour tenter d'améliorer leur situation économique. A votre avis, est-ce que...



Le moins que l'on puisse dire, c'est que les leaders comme la population ne voient pas l'avenir de la migration en rose. Pour plus de la moitié, le phénomène va encore s'amplifier, et pour un tiers, il va continuer sur le même rythme. Il ne reste donc plus que 15% des leaders et 8% de la population pour penser qu'il va diminuer. Pour une fois, Droite et Gauche ainsi que Romands et Alémaniques sont d'accord, alors que les Tessinois sont encore plus convaincus de la permanence de l'afflux de migrants en Europe.

Que va-t-il résulter de ces importants phénomènes migratoires récents concernant la globalisation ?



Les phénomènes migratoires vont plutôt accélérer le mouvement de globalisation, estiment la moitié des leaders et le tiers de la population. Assez étonnamment, un quart de la population pense que cela va au contraire freiner ce mouvement. Ces personnes imaginent sans doute que les fermetures de frontières subséquentes à l'afflux de migrants vont nuire aux principes d'ouverture essentiels à la mondialisation. Toutefois, 46% des leaders et 29% de la population estiment que les deux problèmes sont sans effets l'un sur l'autre.

«La globalisation est un enrichissement pour l'économie, la politique et la société. On apprend des autres cultures. »

PAROLE DE LEADER

Forum des 100 L'HEBDO
M.I.S TREND www.mistrend.ch

CONCLUSION CHAPITRE 2

L'enseignement de ce deuxième chapitre tient au fait que les frontières revêtent un sens pour les personnes interrogées et qu'une part non négligeable des deux échantillons consultés considère que la mondialisation pourrait les faire disparaître. On peut dès lors soupçonner que cette perspective ne les enchante guère.
Quant à la libre circulation, c'est désormais un principe acquis. Toutefois, un peu moins de la moitié des leaders et un peu plus de la moitié de la population estiment qu'il faudrait pouvoir l'assortir de restrictions. Celles qui ont été mises en place par les pays de l'UE suite à l'important afflux de migrants durant l'année 2015 emportent l'adhésion des répondants, ce d'autant que, selon eux, le phénomène migratoire ne devrait pas tarir prochainement, ce qui pourrait conduire à une accélération du mouvement de globalisation.

«Les bons et les mauvais effets se côtoient mais la vraie question est de savoir ce que serait un monde sans mondialisation et quel sens il aurait aujourd'hui?»

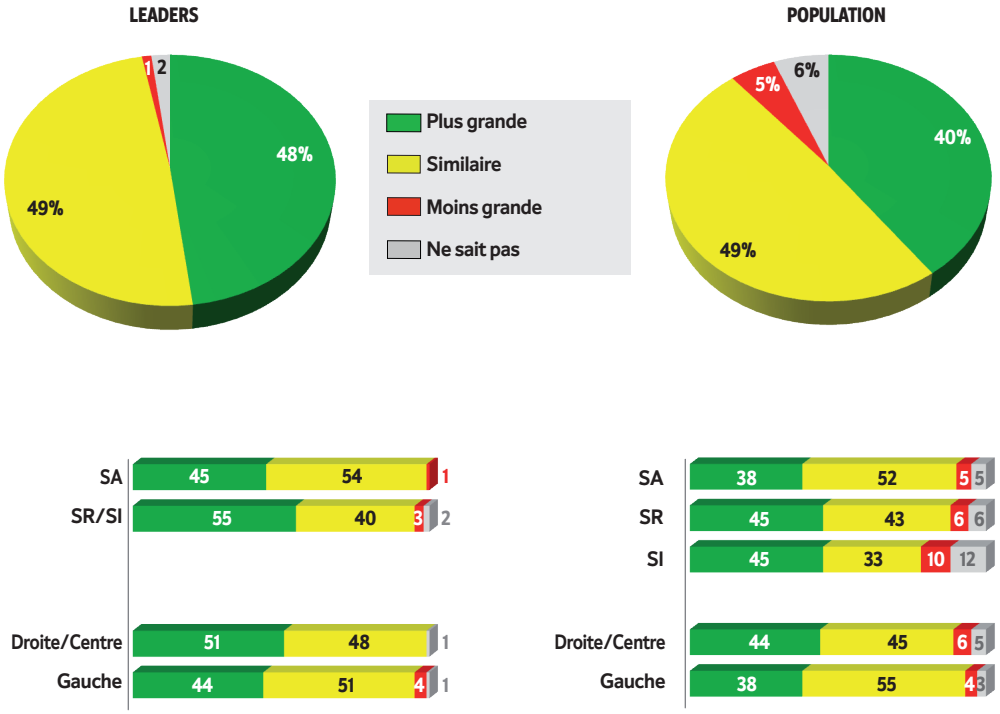
PAROLE DE LEADER

CHAPITRE 3
L'ÉCONOMIE ET LES ENTREPRISES MULTINATIONALES

La prospérité de la Suisse repose sur ses milliers de PME et ses grandes entreprises internationales, d'origine suisse ou étrangère. Il est donc important de savoir si la population est consciente de leur rôle, et si elle est satisfaite de leur implication dans la vie politique et sociale du pays. A l'inverse, le monde économique a besoin de conditions cadres favorables et d'une stabilité juridique auxquelles nuisent certaines décisions du peuple. Qu'en est-il ?

Forum des 100 L'HEBDO
M.I.S TREND www.mistrend.ch

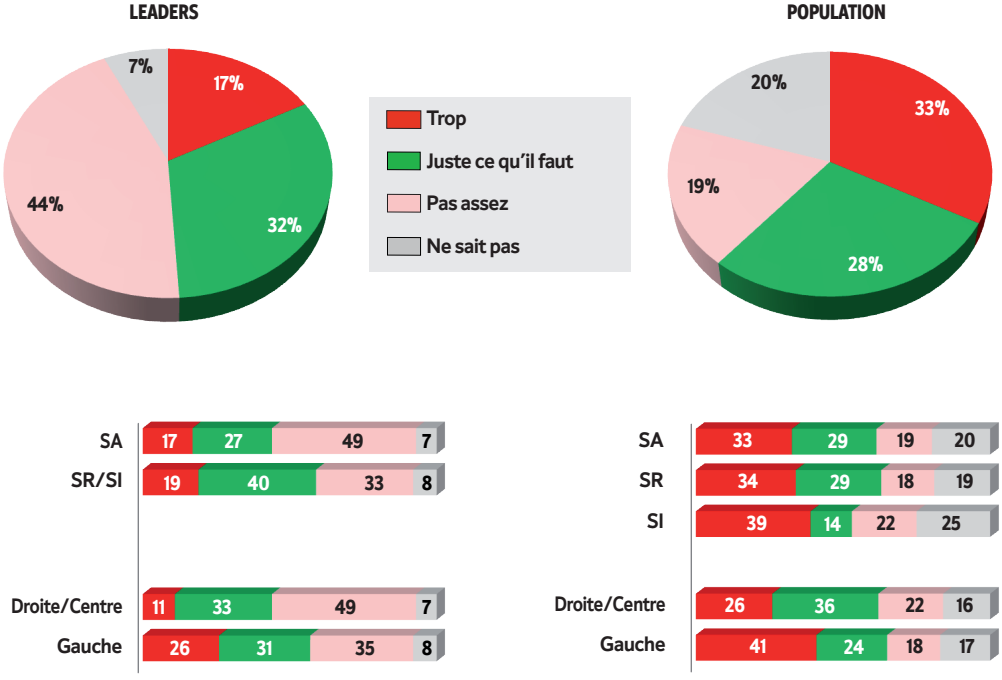
Considérez-vous que les entreprises d'origine suisse ont une responsabilité sociale plus grande, similaire ou moins grande vis-à-vis de la Suisse que vis-à-vis d'autres pays où elles développent leurs activités ?



La moitié des leaders et 40% de la population estiment que la responsabilité sociale des entreprises d'origine suisse vis-à-vis de la Suisse est plus grande que vis-à-vis des autres pays où elles développent leurs activités. Pour le moins, elles ont des responsabilités similaires envers tous les pays où elles développent leurs activités et nul ne pense que la Suisse devrait être moins bien lotie que les autres.

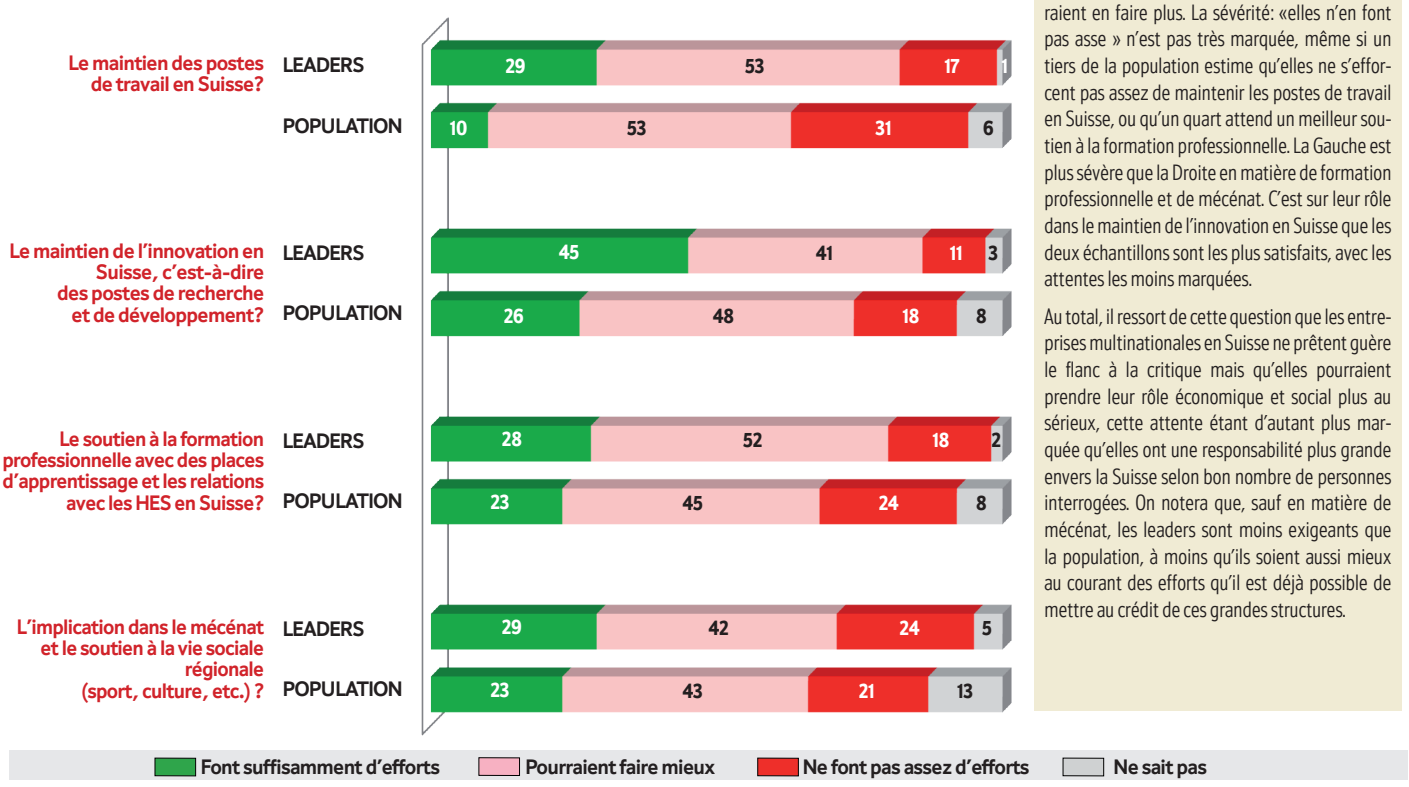
Ces opinions sont relativement homogènes au sein des deux échantillons et l'on relèvera tout au plus que la Gauche est un peu moins convaincue que la Droite de la préséance du pays d'origine sur les autres, peut-être en raison de ses préoccupations altermondialistes.

A votre avis, les entreprises multinationales s'impliquent-elles trop, juste ce qu'il faut ou pas assez dans le débat politique suisse ?



Les leaders sont plus demandeurs d'une implication des multinationales dans le débat politique suisse (44%) alors que le grand public est plus méfiant. Il juge que ces entreprises s'impliquent plutôt trop (33%) que pas assez (19%) et 28% s'estiment satisfaits de la situation actuelle. La Gauche est assez peu demandeuse d'une plus grande implication, ce qui exprime une méfiance envers les multinationales et l'économie en général que ne connaît pas la Droite. Les Alémaniques, assez décomplexés en la matière, souhaitent que les grandes entreprises mondialisées prennent une part plus grande dans le débat public.

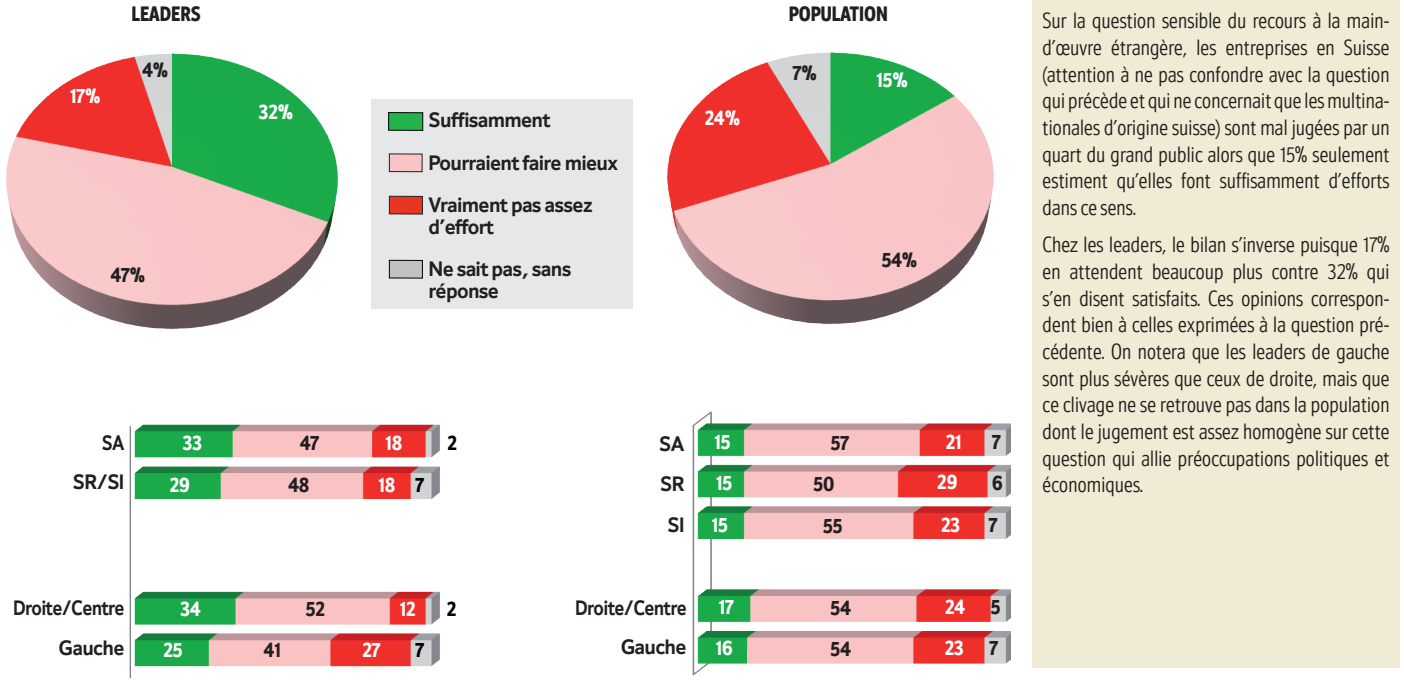
Les entreprises multinationales s'impliquent-elles trop, juste ce qu'il faut ou pas assez dans le débat politique suisse ?



Quel que soit le type d'efforts qui pourraient être demandé aux entreprises multinationales, les leaders et le grand public pensent qu'elles pourraient en faire plus. La sévérité: «elles n'en font pas asse » n'est pas très marquée, même si un tiers de la population estime qu'elles ne s'efforcent pas assez de maintenir les postes de travail en Suisse, ou qu'un quart attend un meilleur soutien à la formation professionnelle. La Gauche est plus sévère que la Droite en matière de formation professionnelle et de mécénat. C'est sur leur rôle dans le maintien de l'innovation en Suisse que les deux échantillons sont les plus satisfaits, avec les attentes les moins marquées.

Au total, il ressort de cette question que les entreprises multinationales en Suisse ne prêtent guère le flanc à la critique mais qu'elles pourraient prendre leur rôle économique et social plus au sérieux, cette attente étant d'autant plus marquée qu'elles ont une responsabilité plus grande envers la Suisse selon bon nombre de personnes interrogées. On notera que, sauf en matière de mécénat, les leaders sont moins exigeants que la population, à moins qu'ils soient aussi mieux au courant des efforts qu'il est déjà possible de mettre au crédit de ces grandes structures.

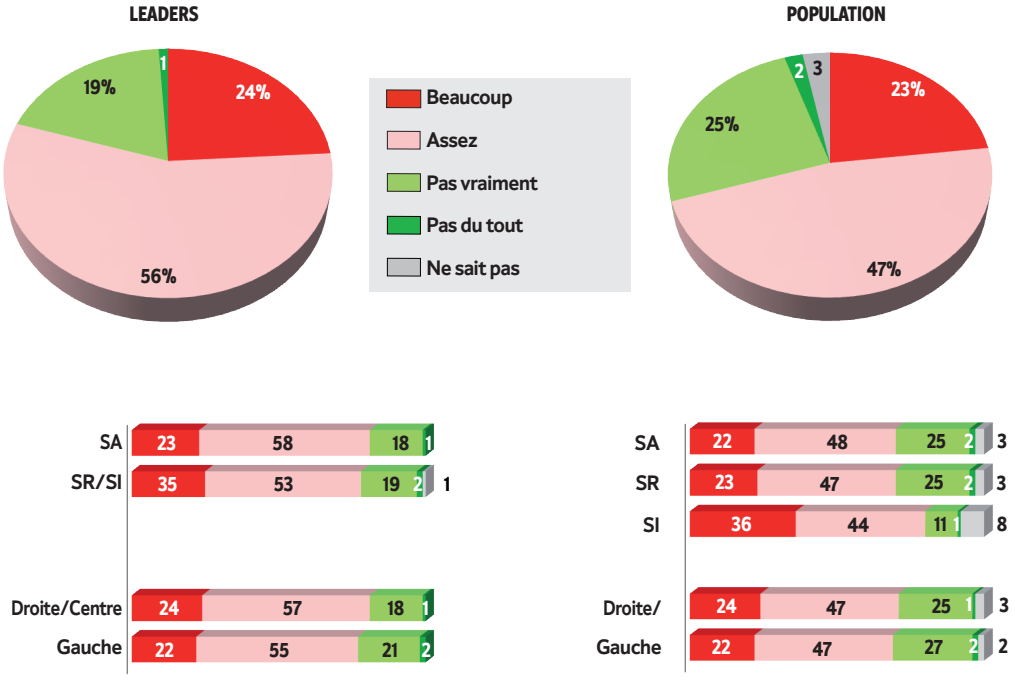
De manière générale, avez-vous le sentiment que les entreprises en Suisse font suffisamment d'efforts ou non pour limiter leur recours à la main-d'oeuvre étrangère ?



Sur la question sensible du recours à la main-d'œuvre étrangère, les entreprises en Suisse (attention à ne pas confondre avec la question qui précède et qui ne concernait que les multinationales d'origine suisse) sont mal jugées par un quart du grand public alors que 15% seulement estiment qu'elles font suffisamment d'efforts dans ce sens.

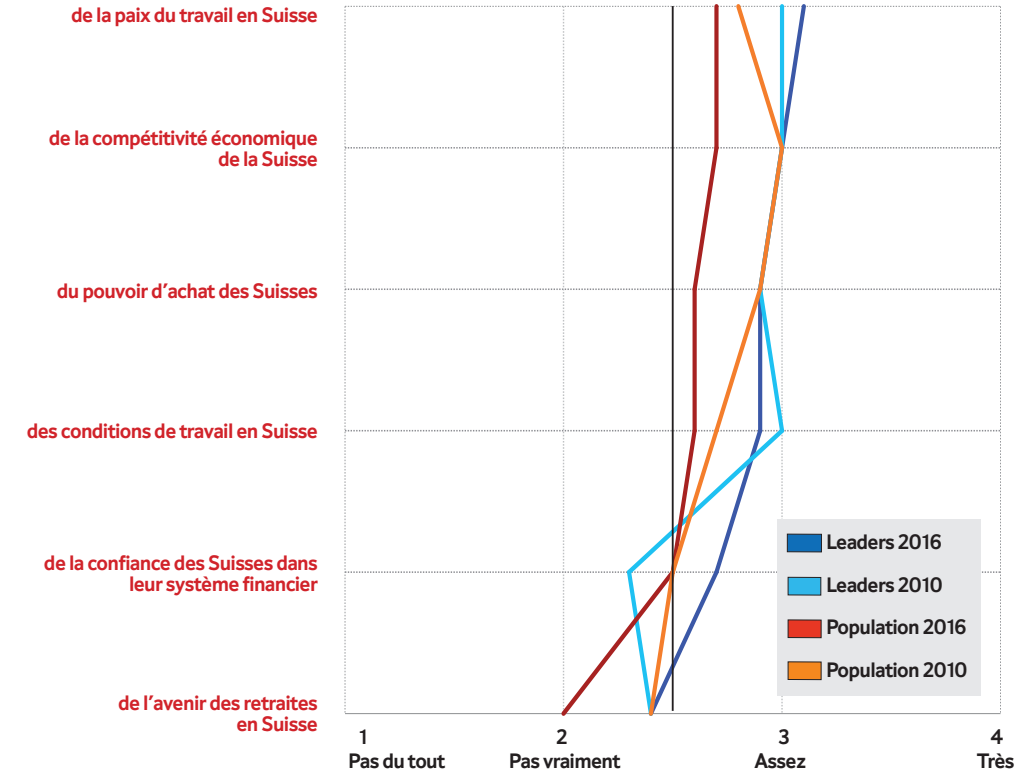
Chez les leaders, le bilan s'inverse puisque 17% en attendent beaucoup plus contre 32% qui s'en disent satisfaits. Ces opinions correspondent bien à celles exprimées à la question précédente. On notera que les leaders de gauche sont plus sévères que ceux de droite, mais que ce clivage ne se retrouve pas dans la population dont le jugement est assez homogène sur cette question qui allie préoccupations politiques et économiques.

Compte tenu de la situation économique actuelle, craignez-vous ou non une vague de délocalisations d'entreprises vers l'étranger ?



Les inquiétudes sont grandes concernant les délocalisations qui pourraient résulter de la situation économique actuelle, instable pour de nombreuses raisons telles le franc fort, la stagnation de l'économie européenne ou la chute de croissance des pays émergeants. Les leaders et la population se rejoignent dans une crainte qui, pour ne pas être majeure (un quart de chaque échantillon dit craindre beaucoup ce phénomène), est bien présente puisqu'environ une personne sur deux craint assez une vague de délocalisation vers l'étranger. La sérénité n'est donc le fait que de 20% des leaders et 27% de la population. Il n'y a pas de différence de perception à ce sujet quel que soit le sous-groupe socio-démographique observé.

Diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou plutôt pessimiste quant à l'évolution en Suisse pour les 5 prochaines années...



C'est un optimisme prudent qui prévaut chez les leaders sur les questions liées à l'économie, sans grand changement depuis 2010, sauf sur la question du système financier où l'on enregistre une nette amélioration. Cette belle stabilité est assez étonnante puisque de nombreux évènements sont intervenus entre temps, dont certains peu favorables, tels le franc fort et le vote du 9 février par exemple.

En revanche, la population est en net retrait par rapport à ses propres réponses de 2010, mais aussi par rapport à l'optimisme de ses dirigeants. Ses craintes se sont ainsi accentuées concernant la compétitivité économique de la Suisse, le pouvoir d'achat des consommateurs et l'avenir des retraites. En revanche, on retrouve des scores assez semblables à ceux de 2010 concernant l'avenir de la paix du travail, les conditions de travail et la confiance dans le système financier. Les doutes de la population sur l'ensemble de ces dimensions de la vie économique ne sont pas négligeables puisqu'ils habitent plus d'un tiers des personnes interrogées. Le Tessin est la région la moins confiante de Suisse.

Le pessimisme général vis-à-vis de la pérennité du système de retraite donne toute sa pertinence à la réforme générale entreprise par le Conseiller fédéral Alain Berset, mais laisse présager aussi de belles empoignades lors des débats qui l'accompagneront.

CONCLUSION CHAPITRE 3

Ce chapitre économique permet d'enregistrer que les attentes de la population et des leaders vis-à-vis des entreprises internationales installées en Suisse sont relativement insatisfaites: elles ont une responsabilité sociale qu'elles pourraient mieux remplir, y compris en intervenant plus dans le débat politique intérieur.
Quant à la situation économique, elle suscite désormais plus d'inquiétudes dans la population qu'en 2010. Les craintes touchent à des délocalisations possibles ainsi qu'à la compétitivité, au pouvoir d'achat et aux retraites.

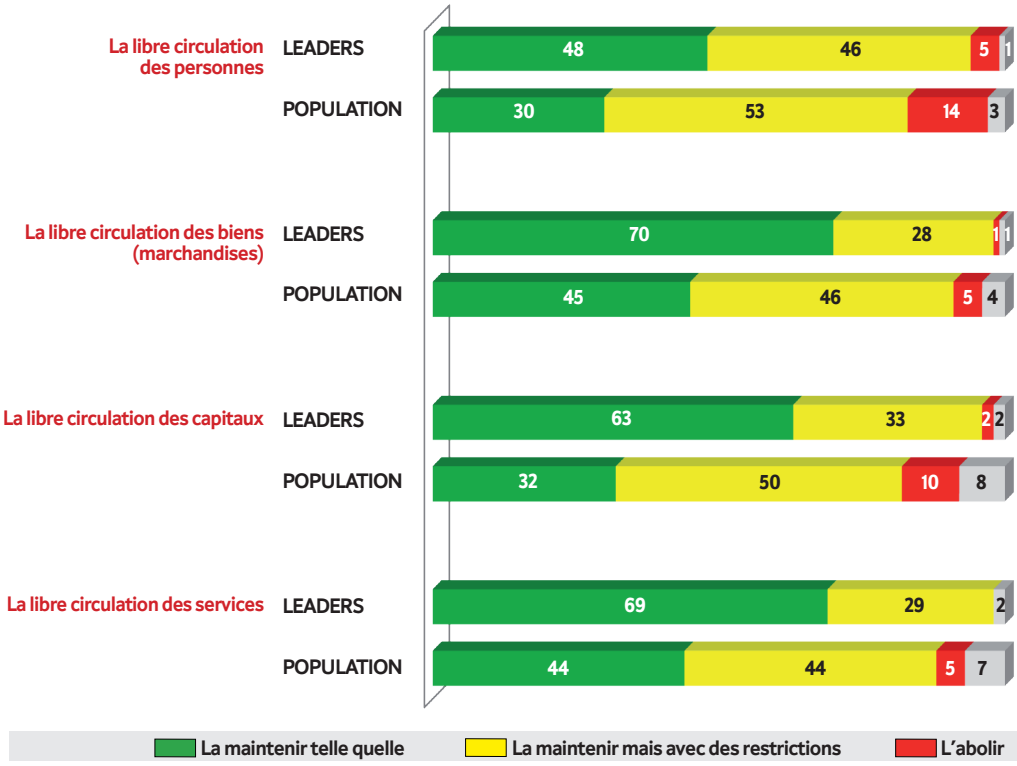
«Hélas! Nations et nationalisme croissent plus vite que les projets de coopération concrète.»

PAROLE DE LEADER

CHAPITRE 4
LA SUISSE ET L'UNION EUROPÉENNE

L'idée d'une adhésion étant encore et toujours rejetée par les leaders et par la population, les accords bilatéraux doivent être sauvés, même s'il faut pour cela faire une entorse à la décision du peuple prise le 9 février 2014. Il faut aussi éviter d'exclure les chercheurs suisses des programmes européens, ce qui serait assez, voire très grave.

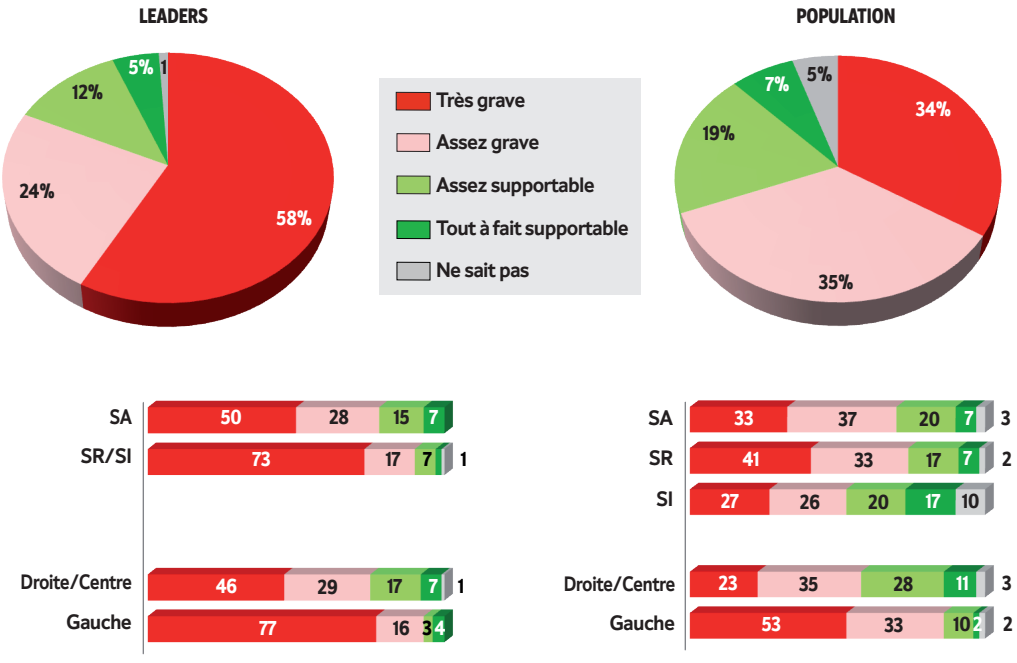
Le grand marché européen est basé sur quatre libertés fondamentales. Pour chacune, veuillez indiquer s'il faut la maintenir telle quelle, la maintenir mais avec des restrictions ciblées, ou l'abolir ?



Le désir d'abolir l'un ou l'autre des quatre piliers du grand marché européen ne concerne pratiquement aucun leader et touche 5% à 14% de la population seulement. Ils sont donc largement admis, sans remise en cause réelle. En revanche, l'envie d'y apporter des restrictions est bien présente dans les deux échantillons. La moitié des leaders le disent concernant la libre circulation des personnes, sans doute sous la pression du vote populaire du 9 février, et un tiers environ y pense pour les capitaux, les biens ou les services. Il est piquant de constater que les leaders de gauche soutiennent plus que les autres la libre circulation des personnes alors qu'ils verraient d'un meilleur œil que ceux de droite d'apporter des restrictions aux libertés du commerce, particulièrement à la libre circulation des capitaux. Ainsi, le caractère intangible des libertés fondamentales n'est pas le même pour les uns et pour les autres.

Dans la population, la méfiance est plus marquée puisqu'une personne sur deux cherche à limiter l'application des quatre piliers, tout particulièrement la libre circulation des personnes où Droite et Gauche s'opposent, mais aussi les autres sur lesquelles les sensibilités politiques ont moins d'influence. A noter que les Suisses alémaniques sont plus ouverts à ces libertés que les Romands ou les Tessinois.

Suite au vote du 9 février 2014, la participation des étudiants et des chercheurs suisses aux programmes de mobilité européens a été réduite. Si, finalement, et faute d'un accord avec l'Union européenne, la Suisse était mise à l'écart de ces programmes, considérez-vous que ce serait grave ou supportable ?

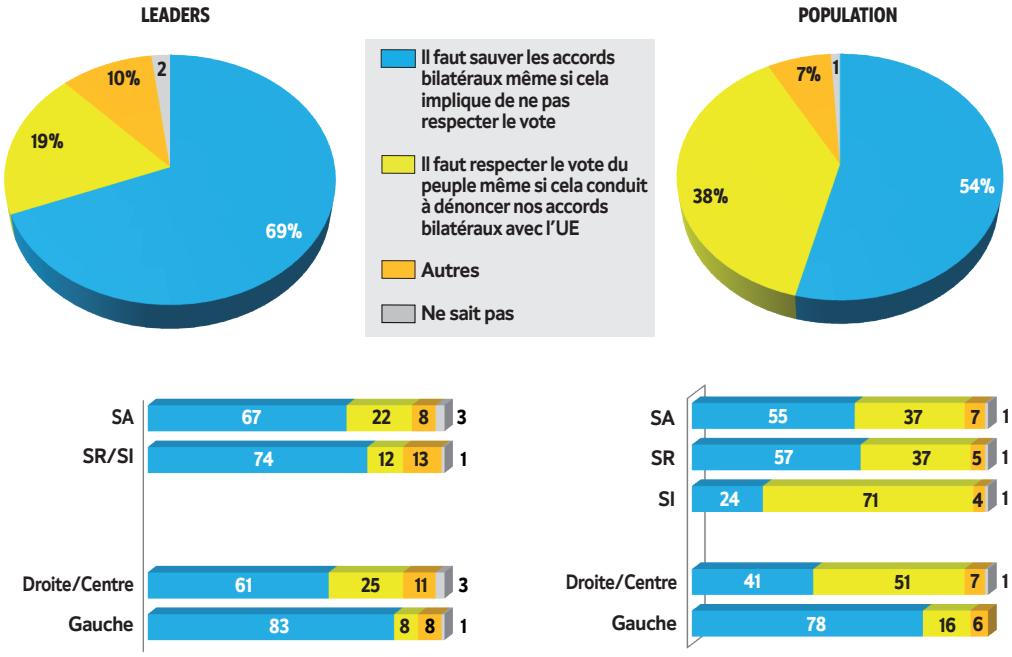


Seul 17% des leaders et un quart de la population jugent que cette mise à l'écart potentielle des chercheurs suisses aurait des effets négligeables. Tous les autres sont peu ou prou inquiets. Chez les leaders, l'impression d'une extrême gravité l'emporte avec 58% alors qu'un tiers du grand public témoigne d'un tel souci. Dans la population, les réponses font plutôt état d'une certaine inquiétude, ce serait « assez grave » dit-elle.

La Gauche est beaucoup plus inquiète que la Droite, les Alémaniques un peu moins que les Romands, mais les Tessinois encore moins. Ces différences structurelles laissent penser que les réponses sont fortement influencées par l'attitude des répondants face à la question européenne, et c'est moins sur les programmes de recherche qu'ils s'expriment vraiment que sur leur vision globale des relations entre la Suisse et l'Union européenne.

Forum des 100 L'HEBDO
M.I.S TREND www.mistrend.ch

Le 9 février 2014, le peuple suisse a approuvé l'initiative dite « Contre l'immigration de masse » qui embarrasse la Suisse vis-à-vis de l'Union européenne car elle met en cause la libre circulation des personnes, principe qui figure dans les accords bilatéraux. Aujourd'hui, que diriez-vous ?



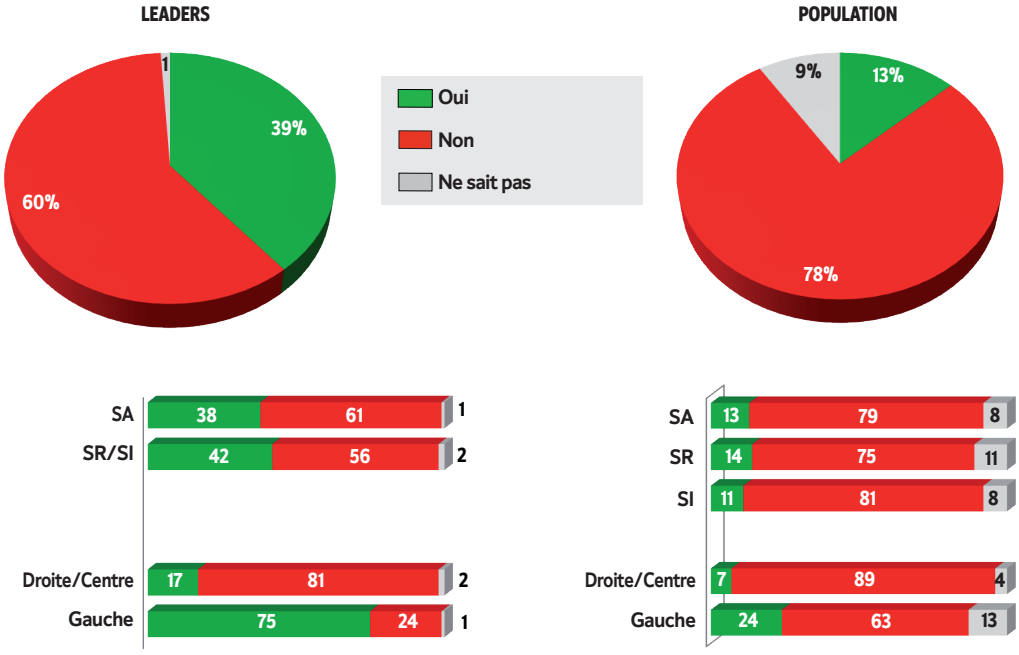
Placés face au dilemme que pose le vote du 9 février 2014, les leaders sont très majoritairement favorables à sauver les bilatérales plutôt qu'à respecter strictement la volonté populaire : sept contre deux se prononcent ainsi. Toutefois, 31% à droite sont de l'avis contraire alors qu'on n'en compte que 9% à gauche et 5% au centre. Sur le plan régional, 22% des Alémaniques penchent vers le respect du peuple, contre 13% chez les Latins.

Dans la population, il en va tout autrement, même si une majorité de 54% se dessine en faveur des accords bilatéraux, contre 38% qui préfèrent le respect du peuple. Ce résultat est passionnant puisque de nombreux milieux en Suisse désirent qu'un nouveau vote soit organisé pour trancher cette épineuse question et qu'une initiative « RASA » a été déposée pour ce faire.

Structurellement, la plupart des strates de la population donnent la majorité au sauvetage des accords bilatéraux, mais des poches de résistance existent chez les hommes (42%), les classes d'âges intermédiaires (43%) et la Droite (41%).

Enfin, malgré l'inquiétude dont témoignent les réponses à la question qui précède, certains groupes sont réfractaires à l'idée de passer outre le vote du peuple. Il s'agit des Tessinois (71%) alors que Romands et Alémaniques partagent les mêmes opinions, de la Droite et des apolitiques

Et indépendamment de la poursuite ou non de la voie bilatérale, pensez-vous que la Suisse devrait envisager d'adhérer à l'Union européenne ou non ?

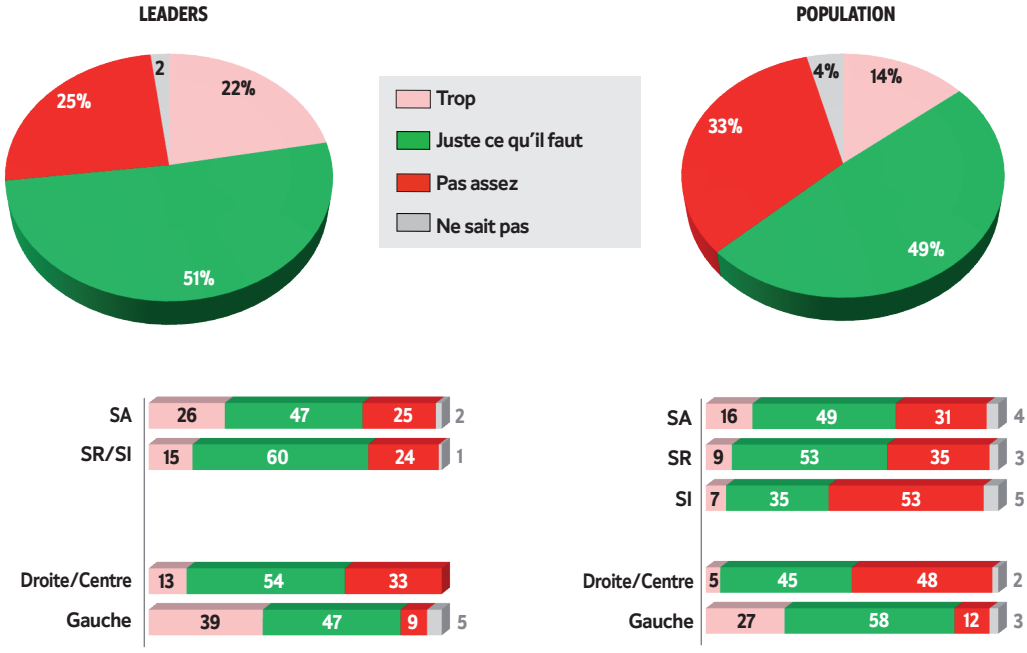


En corolaire à leur attachement aux accords bilatéraux, les leaders et la population s'opposent fermement à l'idée d'une adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Six leaders sur dix et sept personnes sur dix n'entrent pas en matière ! Chez les leaders, mais seulement chez eux, la Gauche est majoritairement favorable (75%) mais elle connaît ici un profond fossé avec ses troupes dans la population, qui ne sont que 24% à répondre dans le même sens.

Avec 39% chez les leaders, l'étude 2016 montre une évolution favorable par rapport aux réponses des précédentes études Sophia puisqu'en 2014, au lendemain du vote du 9 février, l'idée d'une adhésion ne concernait que 28% des leaders. En revanche, on retrouve à peu près la tendance de 2010 qui se situait à 44%.

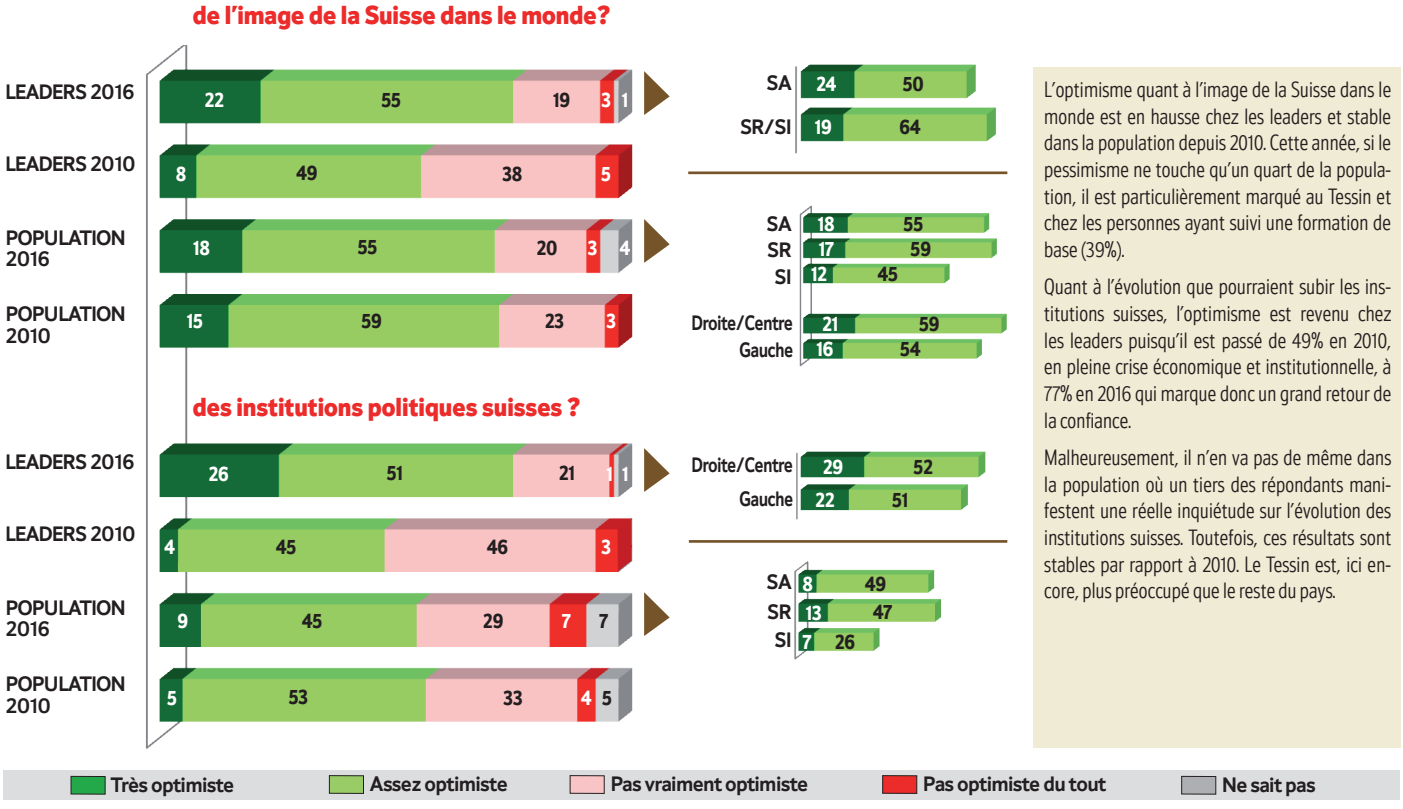
Dans la population, les scores sont extrêmement faibles et constants. Cette année, l'UE suscite l'appétence de 13% de la population contre 8% en 2014 et 30% en 2010. Ici, le fossé entre Droite et Gauche est moins profond que chez les leaders puisque 7% seulement de la première mais 24% de la seconde prônent l'adhésion (5% et 18% en 2014).

A votre avis, la Suisse défend-elle trop, juste ce qu'il faut ou pas assez son indépendance et sa souveraineté ?



La Suisse défend « juste ce qu'il faut » son indépendance et sa souveraineté, affirment la majorité des deux échantillons consultés. Chez les leaders, un quart pense qu'elle le fait à l'excès et un autre quart insuffisamment. Dans la population, la tendance est clairement qu'elle devrait en faire plus pour préserver son identité et ses valeurs, ce que réclament en particulier les Tessinois. Là encore, les tendances sont différentes entre la Droite, plus souverainiste, et la Gauche, plus internationaliste, que ce soit chez les leaders ou dans la population.

Diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou plutôt pessimiste quant à l'évolution en Suisse pour les 5 prochaines années...

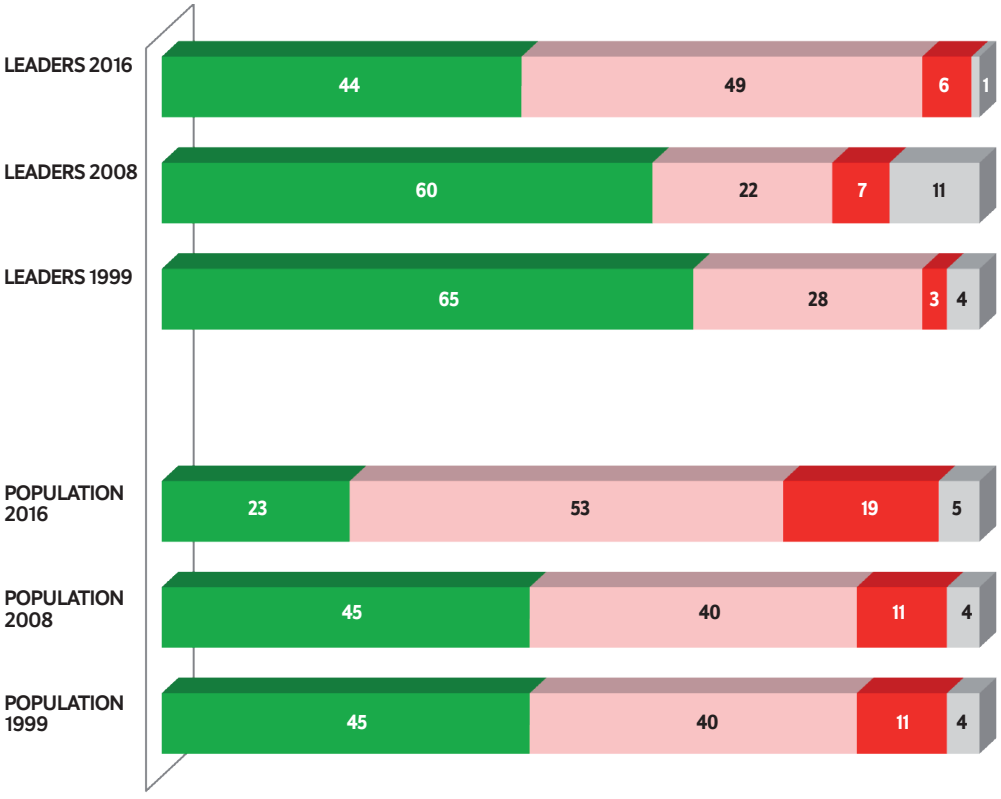


L'optimisme quant à l'image de la Suisse dans le monde est en hausse chez les leaders et stable dans la population depuis 2010. Cette année, si le pessimisme ne touche qu'un quart de la population, il est particulièrement marqué au Tessin et chez les personnes ayant suivi une formation de base (39%).

Quant à l'évolution que pourraient subir les institutions suisses, l'optimisme est revenu chez les leaders puisqu'il est passé de 49% en 2010, en pleine crise économique et institutionnelle, à 77% en 2016 qui marque donc un grand retour de la confiance.

Malheureusement, il n'en va pas de même dans la population où un tiers des répondants manifestent une réelle inquiétude sur l'évolution des institutions suisses. Toutefois, ces résultats sont stables par rapport à 2010. Le Tessin est, ici encore, plus préoccupé que le reste du pays.

Comment envisagez-vous les 15 prochaines années en Suisse et dans les pays voisins ?



La conscience qu'il faut craindre à l'avenir une période instable et périlleuse, voire une décadence, s'installe aussi bien chez les leaders que dans la population. L'évolution de cette perception peut être mesurée au travers des différentes vagues de l'études Sophia, et elle est inquiétante. Chez les leaders, on passe de 30% environ en 1999 et 2010, à 55% en 2016. Dans la population, le phénomène est encore plus marqué puisque le pessimisme passe de 51% en 1999 et 2010, à 72% cette année. Ce désenchantement provient sans doute des évènements qui ont secoué le monde ces deux dernières années, avec les guerres du Moyen-Orient, la montée du terrorisme islamiste, l'afflux des migrants et la difficulté de l'Europe à y répondre d'une voix unie.

Nous allons vivre une époque passionnante, vous avez confiance dans l'avenir

Notre époque est une période instable, voire périlleuse, vous avez des craintes sérieuses quant au proche avenir

Nous allons vers une ère de décadence s/ plan politique et éco., vous n'avez pas confiance dans l'avenir de cette société

Sans réponse

«Avec la globalisation, la Suisse a dû se demander quelles sont ses forces et ses faiblesses. Ceci a renforcé l'identité suisse.»

PAROLE DE LEADER

CONCLUSION CHAPITRE 4

Ce dernier chapitre montre une Suisse un peu chahutée par les évènements du monde et sa position assumée au sein de l'Europe mais hors de l'Union européenne. De fortes minorités se font jour pour réclamer des aménagements aux principes de base du grand marché européen, la libre circulation particulièrement. Les accords bilatéraux, mis en danger par le vote du 9 février 2014, doivent d'autant plus être sauvés que l'idée d'une adhésion à l'UE reste étrangère à la population comme aux leaders, sauf ceux de gauche. La crainte d'une mise à l'écart des chercheurs suisses est bien réelle mais ne suffit pas à inverser les opinions. Toutefois, l'image internationale de la Suisse est bonne et le restera. Ce sont ses institutions qui pourraient souffrir, estime la population qui commence à manifester ses inquiétudes quant à l'avenir, ce que partagent les leaders dans une moindre mesure.

«La vraie échelle politique valable est continentale. La construction d'une Europe fédérale reste nécessaire.»

PAROLE DE LEADER

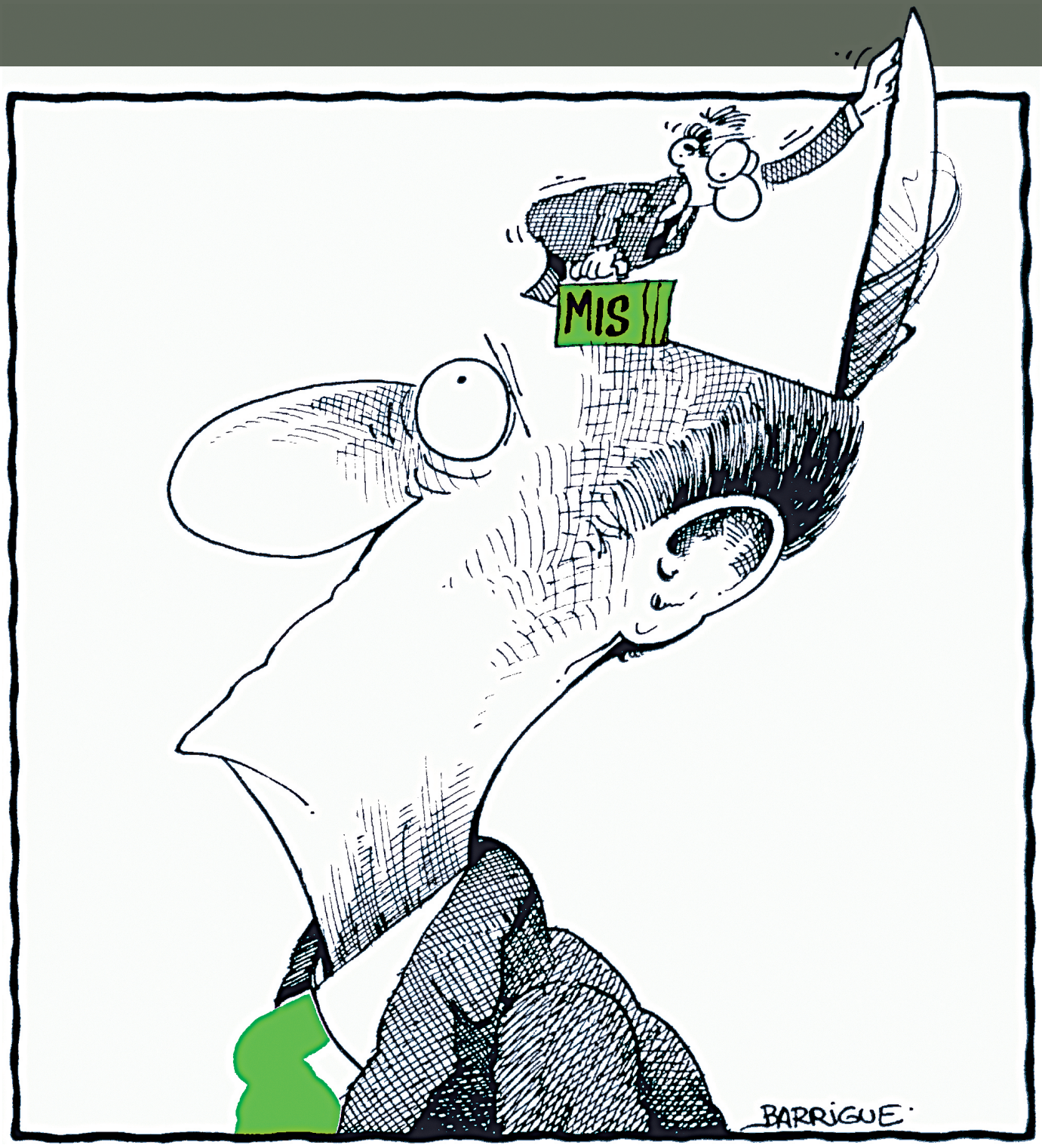
L'HEBDO

L'Hebdo vous donne
rendez-vous tous les jeudis.

L'HEBDO, AVEC SES ÉDITIONS
RÉGIONALES ET SES HORS-SÉRIES

L'abonnement numérique de *L'Hebdo* est offert aux abonnés de l'édition imprimée du magazine. Il donne accès partout, tout le temps, tout de suite à l'ensemble des plateformes incluant le site hebdo.ch ainsi que les applications iPhone, iPad et Android. Pour plus d'informations: www.hebdo.ch/abonnement

Forum des 100 L'HEBDO
M.I.S TREND www.mistrend.ch



M.I.S TREND

- ÉQUIPE DE CHERCHEURS ENGAGÉS
- MAÎTRISE DES MÉTHODOLOGIES
- CRÉATIVITÉ DES QUESTIONNAIRES
- QUALITÉ SCRUPULEUSE DES ÉCHANTILLONS
- RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

M.I.S. Trend SA
Institut de recherches
économiques et sociales
Pont Bessières 3, 1005 Lausanne
Laupenstrasse 10, 3008 Bern
021 320 95 03 (T),
021 312 88 46 (F)
info@mistrend.ch
www.mistrend.ch